

Études techniques dont dispose l'État

Plan Local d'Urbanisme communal et intercommunal

Informations portées à connaissance par l'État

Communauté de
COMMUNES
de **MIMIZAN**



Liste des Etudes Techniques

EPCI du MIMIZAN

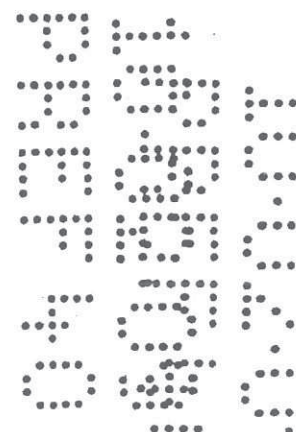
- **Schéma Directeur Routier Départemental**
- **ZNIEFF**
- **NATURA 200**
- **Dossiers Communaux Synthétiques des Feux de Forêt**
- **Aléa retrait et gonflement d'argile**
- **Aléa risque sismique**

***Règlement de voirie du nouveau Schéma
Directeur Routier Départemental***



REVISION DU SCHEMA DIRECTEUR ROUTIER DEPARTEMENTAL

REGLEMENT DE VOIRIE



SOMMAIRE

<u>CHAPITRE 1^{er} : GENERALITES SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL</u>	3
<u>Article 1^{er} : Nature et définition du domaine public routier</u>	3
<u>Article 2 : Affectation du domaine</u>	3
<u>Article 3 : Dénomination des voies</u>	3
<u>Article 4 : Cas du réseau des routes classées à grande circulation (RGC)</u>	3
 <u>CHAPITRE 2 : CLASSEMENT, DECLASSEMENT ET DELIMITATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL</u>	4
<u>Article 5 : Les alignements</u>	4
<u>Article 6 : Décision de classer ou de déclasser</u>	4
<u>Article 7 : Alignement, nivellement, ouverture, élargissement et redressement des routes départementales</u>	4
<u>Article 8 : Transfert de la propriété des terrains au profit du Département</u>	5
<u>Article 9 : Aliénation des terrains</u>	5
<u>Article 10 : Echanges de terrains</u>	5
 <u>CHAPITRE 3 : DROITS ET OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT</u>	6
<u>Article 11 : Obligation de bon entretien</u>	6
<u>Article 12 : Droit de réglementer l'usage de la voirie</u>	7
<u>Article 13 : Propriété des arbres d'alignement</u>	7
<u>Article 14 : Ecoulement des eaux issues du domaine public routier</u>	8
 <u>CHAPITRE 4 : URBANISME</u>	9
<u>Article 15 : Prise en compte des intérêts de la voirie routière départementale dans les documents d'urbanisme</u>	9
<u>Article 16 : Prise en compte des intérêts de la voirie routière départementale dans les dossiers d'application du droit des sols</u>	11
 <u>CHAPITRE 5 : DROITS ET OBLIGATIONS DES RIVERAINS</u>	12
<u>Article 17 : Les accès</u>	12
<u>Article 18 : Implantations des clôtures</u>	12
<u>Article 19 : Ecoulement des eaux pluviales</u>	12
<u>Article 20 : Aqueducs et ponceaux sur fossés</u>	13
<u>Article 21 : Rejet des effluents épurés</u>	13
<u>Article 22 : Saillies autorisées</u>	13
<u>Article 23 : Hauteur des haies vives, élagage et abattage</u>	13
<u>Article 24 : Servitude de visibilité</u>	14
<u>Article 25 : Excavations et exhaussement</u>	14
 <u>CHAPITRE 6 : OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL PAR DES TIERS</u>	16
<u>Article 26 : Nécessité d'une autorisation préalable ou d'un accord technique</u>	16
<u>Article 27 : La permission de voirie</u>	16
<u>Article 28 : Le permis de stationnement</u>	16
<u>Article 29 : Construction de trottoirs</u>	17
<u>Article 30 : Distributeurs de carburants</u>	17
<u>Article 31 : Hauteur libre / Ouvrages aériens franchissant les routes départementales</u>	17
<u>Article 32 : Dépôts de bois et de matériaux sur le domaine public</u>	18
<u>Article 33 : Déplacement des réseaux</u>	18
<u>Article 34 : Redevances pour occupation du domaine public départemental</u>	18
 <u>CHAPITRE 7 : POLICE ET CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER</u>	19
<u>Article 35 : Interdictions et mesures conservatoires</u>	19
<u>Article 36 : Contributions d'entretien des voies</u>	19
<u>Article 37 : La publicité en bordure des routes départementales</u>	19
<u>Article 38 : La réglementation de la circulation sur les routes départementales - ...Pouvoirs de police</u>	20

CHAPITRE 1^{er} : GENERALITES SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL

ARTICLE 1^{ER} : NATURE ET DEFINITION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

(Article L.111-1 du Code de la Voirie Routière et L.1311-1 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Le domaine public routier départemental comprend l'ensemble des biens du domaine public du Département affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées.

Le domaine public routier départemental est inaliénable et imprescriptible.

Toutefois, les propriétés qui relèvent de ce domaine peuvent être cédées ou échangées dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 2 : AFFECTATION DU DOMAINE

(Article L.2121-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques)

Le domaine public routier départemental est affecté à la circulation. Toute autre utilisation n'est admise que si elle est compatible avec cette destination.

ARTICLE 3 : DENOMINATION DES VOIES

(Article L.131-1 du Code de la Voirie Routière)

Les voies qui font partie du domaine public routier départemental sont dénommées « Routes Départementales ».

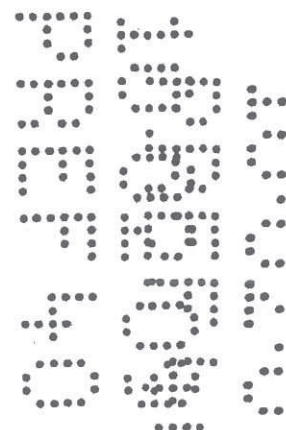
Elles font l'objet d'un classement en fonction de leur usage et destination et sont répertoriées dans le Schéma Directeur Routier Départemental, régulièrement mis à jour.

ARTICLE 4 : CAS DU RESEAU DES ROUTES CLASSEES A GRANDE CIRCULATION (RGC)

(Article L.110-3 du Code de la Route)

Le terme « Routes à Grande Circulation » désigne, quelle que soit leur domanialité, des routes qui permettent d'assurer la continuité d'itinéraires principaux, et notamment le délestage du trafic, la circulation des transports exceptionnels, des convois et transports militaires et la desserte économique du territoire, et justifient, à ce titre, de règles particulières en matière de police de circulation. La liste des RGC est fixée par décret, après avis des collectivités et des groupements propriétaires des voies.

Les collectivités et groupements propriétaires des voies classées RGC communiquent au représentant de l'Etat dans le département, avant leur mise en œuvre, les projets ayant une incidence sur les caractéristiques techniques de ces voies et toutes mesures susceptibles de les rendre impropre à leur destination.



CHAPITRE 2 : CLASSEMENT, DECLASSEMENT ET DELIMITATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL

ARTICLE 5 : LES ALIGNEMENTS

(Articles L.112-1 et suivants, L.131-6 du Code de la Voirie Routière)

L'alignement est la détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines. Il est fixé soit par un plan d'alignement, soit par un alignement individuel.

A. Le plan d'alignement

Le plan d'alignement, auquel est joint un plan parcellaire, détermine après enquête publique la limite entre voie publique et propriétés riveraines.

Le Conseil Général est compétent pour approuver la création, le maintien ou la suppression des plans d'alignement sur les routes départementales.

Les plans d'alignement des routes départementales, situées en agglomération, sont soumis pour avis au conseil municipal de la commune concernée.

La publication d'un plan d'alignement attribue de plein droit à la collectivité propriétaire de la voie publique le sol des propriétés non bâties dans les limites qu'il détermine.

Le sol des propriétés bâties à la date de publication du plan d'alignement est attribué à la collectivité propriétaire de la voie dès la destruction du bâtiment.

Lors du transfert de propriété, l'indemnité est, à défaut d'accord amiable, fixée et payée comme en matière d'expropriation.

B. Alignement individuel

L'alignement individuel concernant une route départementale est délivré par le Président du Conseil Général, sous la forme d'un arrêté, conformément au plan d'alignement s'il en existe un. En l'absence d'un tel plan, il constate la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine.

En agglomération, lorsqu'il s'agit d'une route départementale, le Président du Conseil Général doit obligatoirement consulter le maire pour délivrer l'alignement.

L'alignement individuel ne peut être refusé au propriétaire qui en fait la demande.

Un arrêté d'alignement individuel doit être obligatoirement demandé par le riverain de la route départementale chaque fois qu'il envisage des travaux sur un immeuble jouxtant cette route. En aucun cas, la délivrance d'un tel arrêté ne dispense l'intéressé de solliciter, en tant que de besoin, les autorisations prévues par le Code de l'Urbanisme.

Les arrêtés d'alignement individuel ne sont pas créateurs de droits et ne préjugent pas du droit des tiers.

ARTICLE 6 : DECISION DE CLASSER OU DE DECLASSER

(Articles L.131-4 du Code de la Voirie Routière et L.318.1 du Code de l'Urbanisme)

Le classement et le déclassement des routes départementales relèvent du Conseil Général.

La Commission Permanente du Conseil Général est compétente pour approuver le classement et le déclassement des routes départementales lorsqu'ils sont précédés d'une enquête publique.

ARTICLE 7 : ALIGNEMENT, NIVELLEMENT, OUVERTURE, ELARGISSEMENT ET REDRESSEMENT DES ROUTES DEPARTEMENTALES

(Article L.131-4 du Code de la Voirie Routière)

Le Conseil Général est compétent pour décider l'établissement des plans d'alignement et de nivellement, l'ouverture, le redressement et l'élargissement des routes départementales.

Les délibérations du Conseil Général interviennent après enquête publique selon les modalités prévues aux articles R.131-3 à R.131-8 du Code de la Voirie Routière.



Par ailleurs, le Conseil Général est compétent pour approuver les projets, les plans et les devis des travaux à exécuter pour la construction et la rectification des routes.

Ainsi, tout projet modifiant par sa nature ou ses caractéristiques la structure ou la géométrie de la chaussée est soumis à l'approbation du Conseil Général.

ARTICLE 8 : TRANSFERT DE LA PROPRIETE DES TERRAINS AU PROFIT DU DEPARTEMENT

(Article L.131-5 du Code de la Voirie Routière)

Après que les projets d'ouverture, de redressement ou d'élargissement aient été approuvés par le Conseil Général, les terrains nécessaires peuvent être acquis par voie amiable ou après expropriation dans les conditions prévues par le code l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 9 : ALIENATION DES TERRAINS

(Articles L.112-8 du Code de la Voirie Routière)

Les propriétaires riverains des voies du domaine public routier ont une priorité pour l'acquisition des parcelles situées au droit de leur propriété et déclassées par suite d'un changement de tracé de ces voies ou de l'ouverture d'une voie nouvelle. Le prix de cession est estimé, à défaut d'accord amiable, comme en matière d'expropriation.

Si, mis en demeure d'acquérir ces parcelles, ils ne se portent pas acquéreurs dans un délai d'un mois, il est procédé à l'aliénation de ces parcelles suivant les règles applicables au domaine concerné.

Les parcelles déclassées acquises par les propriétaires des terrains d'emprise de la voie nouvelle peuvent être cédées par voie d'échange ou de compensation de prix.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux délaissés résultant d'une modification de l'alignement.

ARTICLE 10 : ECHANGES DE TERRAINS

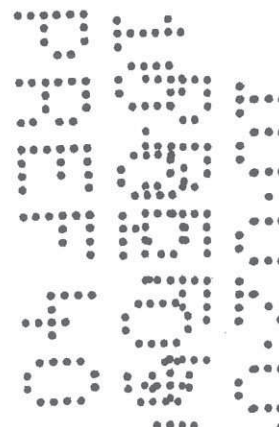
(Articles L.3112-2 et L.3112-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques)

Il peut être procédé à des échanges de terrains pour permettre l'ouverture, le redressement ou l'élargissement d'une route départementale.

En vue de permettre l'amélioration des conditions d'exercice d'une mission de service public, les terrains du domaine public routier départemental peuvent être échangés :

- après une procédure de déclassement, avec des biens appartenant à des personnes privées ou relevant du domaine privé d'une personne publique,
- sans déclassement préalable, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences d'une personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

L'acte d'échange comporte des clauses permettant de préserver l'existence et la continuité du service public.



CHAPITRE 3 : DROITS ET OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

ARTICLE 11 : OBLIGATION DE BON ENTRETIEN

Le domaine public routier du Département est aménagé et entretenu par le Département, de telle façon que la circulation normale des usagers, sauf circonstances exceptionnelles, y soit assurée dans des conditions normales de sécurité.

A - Hors agglomération :

Le Département assure l'entretien sur ses voies :

- a - de la chaussée et de ses dépendances,
- b - des ouvrages d'art,
- c - des équipements de sécurité,
- d - de la signalisation horizontale,
- e - de la signalisation verticale réglementaire nécessaire à assurer la sécurité des usagers.

L'entretien et le renouvellement de la signalisation des régimes de priorité, hors pré-signalisation sur la voie secondaire si elle n'est pas départementale, sont à la charge du Département. Leur instauration est à la charge du demandeur.

Dans le cas des passages à niveau, la signalisation incombe au gestionnaire de la voie ferrée traversant la route départementale.

- f - de la signalisation directionnelle réglementaire nécessaire pour le guidage des usagers. Les panneaux d'intérêt touristique ou local sont quant à eux à la charge du demandeur.

En période hivernale, le déneigement et le salage des routes départementales sont réalisés et organisés par le Département selon un niveau de service défini dans le Dossier d'Organisation de la Viabilité Hivernale (DOVH).

B - En agglomération :

Seuls relèvent des obligations du Département, l'entretien sur ses voies :

- a - de la chaussée et de ses dépendances :

Les fossés sont entretenus par le Département dans le cadre des campagnes par itinéraires dès lors qu'ils assurent la continuité de fossés situés hors agglomération.

Le fauchage et le débroussaillage font partie de l'entretien des dépendances de la route en agglomération. Conformément au Code de la Voirie Routière, le Département doit réaliser ces prestations au vu des impératifs de sécurité, au même titre qu'en rase campagne. Ce traitement en zone agglomérée peut être considéré comme insuffisant par la commune. Ainsi, des conventions peuvent être passées avec les communes ou leur groupement pour réaliser un traitement adapté à l'urbanisation des zones considérées.

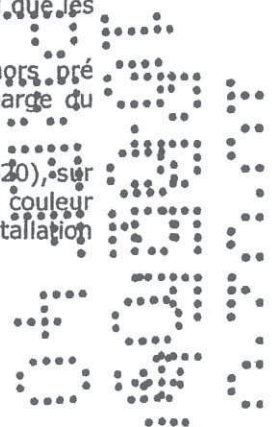
- b - des ouvrages d'art,
- c - des équipements de sécurité ; ce type d'aménagement est régi par des conventions précisant les modalités de financement et d'entretien.

- d - de la signalisation horizontale : axe, rives lorsqu'une continuité de traitement est à assurer avec le traitement hors agglomération, et d'une manière générale tout ce qui contribue à la fluidité du trafic. Les marquages spécifiques aux aménagements urbains (ralentisseurs, voies multifonctions, bandes cyclables, délimitation des zones de stationnement, passages piétons, ...) sont à la charge de la commune,

- e - de la signalisation verticale réglementaire nécessaire pour assurer la sécurité des usagers. Les panneaux relatifs à l'exercice du pouvoir de police de la commune ainsi que les marques sur chaussées correspondantes, sont à la charge de la commune.

L'entretien et le renouvellement de la signalisation des régimes de priorité, hors pré-signalisation sur la voie secondaire si elle n'est pas départementale, sont à la charge du Département. Leur instauration est à la charge du demandeur.

Les panneaux délimitant les limites d'agglomération en langue française (EB10 et EB20), sur la base d'un ensemble simple comprenant le panneau métallique avec dos laqué de couleur standard, les supports et les brides de fixations sont à la charge du Département (installation standard).



Les panneaux de limites d'agglomération en langue « locale » sont à la charge de la commune.

Les autres types d'aménagement sont à la charge de la commune et font l'objet d'une participation du Département à hauteur d'une installation standard.

Les frais de déplacement et de remplacement du matériel liés à l'évolution des limites d'agglomération sont à la charge de la commune.

f - de la signalisation directionnelle réglementaire nécessaire pour le guidage des usagers. Les panneaux d'intérêt touristique ou local sont quant à eux à la charge du demandeur.

En agglomération, le déneigement et le salage des chaussées des routes départementales peuvent être réalisés par le Département afin d'assurer une continuité du traitement des sections hors agglomération.

Le nettoyage de la chaussée et de ses dépendances est à la charge et organisé par la commune.

Une convention, dont l'approbation relève de la compétence de la Commission Permanente du Conseil Général, peut régler entre les communes et le Département les rapports autres que ceux décrits ci-dessus sur les sections de routes situées en agglomération.

ARTICLE 12 : DROIT DE REGLEMENTER L'USAGE DE LA VOIRIE

(Article L.3221-4 du Code Général de Collectivités Territoriales et R.411, R.433-1 à 3, R.433-5 et R.433-7 du Code de la Route)

Le Président du Conseil Général peut prescrire, dans la limite de ses pouvoirs, des mesures plus rigoureuses dès lors que la sécurité de la circulation routière l'exige.

Le Président du Conseil Général peut également interdire d'une manière temporaire ou permanente l'usage de tout ou partie du réseau des routes départementales aux catégories de véhicules dont les caractéristiques sont incompatibles avec la constitution de ces routes, et notamment avec la résistance et la largeur de la chaussée ou des ouvrages d'art.

Les restrictions permanentes ou provisoires aux conditions normales de circulation sont signalées aux usagers par une signalisation conforme à celle définie par les textes en vigueur.

Conformément à l'arrête interministériel du 26 novembre 2003 relatif à la circulation des transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules, l'Etat peut recueillir l'avis du Président du Conseil Général.

Dans cet avis, le Président du Conseil Général, s'il le juge nécessaire peut demander que l'usage de la voie soit autorisé sous certaines conditions.

ARTICLE 13 : PROPRIETE DES ARBRES D'ALIGNEMENT

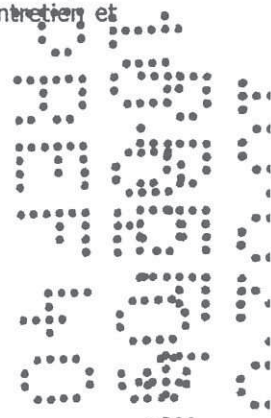
A – Hors agglomération :

Le Département est propriétaire des arbres d'alignement et en assure la gestion, l'entretien, et le renouvellement.

B – En agglomération :

Les alignements d'arbres sur accotement herbeux assurant la continuité (localisation et essence) d'un alignement hors agglomération sont entretenus par le Département. Il en assure l'entretien, la gestion et l'abattage si nécessaire dans le cadre des campagnes d'itinéraires. Les prestations supplémentaires effectuées en dehors de ce cadre seront à la charge et organisées par la commune.

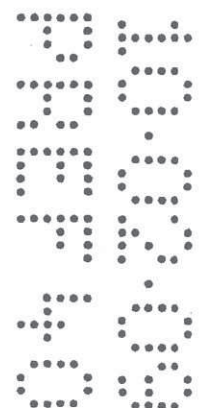
Les plantations réalisées par la Commune sur le domaine public routier départemental, après autorisation du Président du Conseil Général, lui appartiennent. Elle assurera leur entretien et leur gestion.



ARTICLE 14 : ECOULEMENT DES EAUX ISSUES DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER
(Articles 640 du Code Civil, R.131-1 du Code de la Voirie Routière)

Les propriétés riveraines situées en contrebas du domaine public routier sont tenues de recevoir les eaux de ruissellement qui en sont issues.

Toutefois, si la configuration du domaine public routier modifie sensiblement, par rapport aux conditions naturelles initiales, le volume ou le régime ou l'emplacement de l'exutoire de ces eaux de ruissellement, le Département est tenu de réaliser et d'entretenir, à sa charge, les ouvrages hydrauliques nécessaires pour évacuer sans dommages ces eaux de ruissellement. Les propriétaires concernées (propriétés riveraines du domaine public routier accueillant les eaux de ruissellement ou propriétés supportant les ouvrages hydrauliques annexes) doivent prendre toutes dispositions pour permettre, en tout temps, ce libre écoulement.



CHAPITRE 4 : URBANISME

ARTICLE 15 : PRISE EN COMPTE DES INTERETS DE LA VOIRIE ROUTIERE DEPARTEMENTALE DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME

(Articles L.121-4, L.122-6, L.122-8, L.123-6, L.123-8, L.123-9 et R.123-16 du Code de l'Urbanisme)

Le Département est associé à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme dans les conditions fixées par le Code de l'Urbanisme.

En sa qualité de personne publique associée, le Département fournit les prescriptions et les prévisions concernant sa voirie qu'il souhaite voir intégrer dans les éléments constitutifs des documents d'urbanisme :

- les projets de liaisons :

1) Liaisons inter-urbaines :

Elles doivent être mentionnées dans les SCOT et protégées contre l'urbanisation directe. Elles seront introduites dans les POS ou PLU des communes par la mise en place d'emplacements réservés au bénéfice du Département dès lors que leur projet sera suffisamment affiné.

2) Liaisons ayant une vocation de délestage ou de contournement de centres urbains :

Elles doivent être mentionnées dans les SCOT et introduites dans les POS ou PLU des communes par la mise en place d'emplacements réservés au bénéfice des communes.

- la liste des emplacements réservés :

Dans le cadre de la programmation de la réalisation de nouvelles infrastructures routières ayant vocation à être intégrées dans le domaine public routier départemental, leur délimitation et leur destinataire doivent être transcrits dans les documents d'urbanismes.

- les marges de recul :

Dans le cadre de la prise en compte des intérêts de la voirie départementale dans les documents d'urbanisme, le Département proposera la prise en compte à minima des prescriptions suivantes en dehors des zones agglomérées:

Catégorie de RD	Recul minimum demandé par rapport à l'axe	Largeur chaussée plus accotement	Largeur dépendances
1	50m	11 à 12m	Au cas par cas, largeur nécessaire aux accessoires : talus, fossés, etc
2	35m	10 à 11m	
3	25m	9 à 10m	
4	15m	8m	

A titre exceptionnel, le Département pourra autoriser des reculs moindres pour des projets cohérents avec l'environnement de la route et du site et qui ne remettent pas en cause les possibilités d'évolution de la voirie.



- les accès :

Dans le cadre de la prise en compte des intérêts de la voirie départementale dans les documents d'urbanisme, le Département proposera la prise en compte des prescriptions suivantes :

Catégorie	En agglomération	Hors agglomération
1 ^{ère}	Favorable sous réserve des conditions de sécurité à appréhender selon les critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> • intensité du trafic, • position de l'accès, • configuration et nature de l'accès, • ... 	Les accès individuels directs à une nouvelle construction sont interdits, sauf dérogation du Département.
2 ^{ème}		
3 ^{ème}		
4 ^{ème}		Accès individuels autorisés sous réserve des conditions de sécurité. Un regroupement des accès sera systématiquement recherché.

Dans tous les cas, en application des articles L.151-3 et L.152-1 du Code de la Voirie Routière, il est interdit de créer des accès directs sur des voies à statut particulier : route express, nouveau tracé d'une route à grande circulation, ...

- les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol : visibilité, alignement, ...

A - Le schéma de cohérence territoriale

La Commission Permanente du Conseil Général est compétente pour émettre un avis sur les projets de périmètre et de schéma de cohérence territoriale dans la limite de ses compétences.

B - Le plan local d'urbanisme et le plan d'occupation des sols

L'avis du Département s'exprime aux phases suivantes :

1 - PLU/POS en phase d'élaboration, de révision ou de modification :

Le Président du Conseil Général est sollicité afin de formuler un avis simple sur les projets de document transmis.

2 - PLU/POS arrêté, modifié ou révisé :

Dans le cadre de l'élaboration d'un PLU ou de la révision d'un POS ou d'un PLU, le Conseil Général est sollicité dans un cadre formel pour émettre son avis sur un document finalisé, arrêté par le Conseil Municipal. La Commission Permanente est compétente pour émettre cet avis au titre des domaines de compétence du Département.

Le projet de modification d'un POS ou d'un PLU est notifié au Président du Conseil Général pour émettre un avis formel sur le document finalisé au titre des compétences du Département.



ARTICLE 16 : PRISE EN COMPTE DES INTERETS DE LA VOIRIE ROUTIERE DEPARTEMENTALE DANS
LES DOSSIERS D'APPLICATION DU DROIT DES SOLS

(Articles R.423-50 et R.423-53 du Code de l'Urbanisme)

Le Département, en sa qualité de gestionnaire de son domaine public, est obligatoirement consulté pour avis, dans le cadre des documents d'urbanisme opérationnels : certificats d'urbanisme, renseignements d'urbanisme, permis de construire, ...

Il se prononce au regard de la sécurité, et sur tous projets affectant éventuellement l'emprise des routes départementales. Sauf cas particulier, il appliquera les principes de l'article 15 avant même leur prise en compte dans les documents d'urbanisme.



CHAPITRE 5 : DROITS ET OBLIGATIONS DES RIVERAINS

ARTICLE 17 : LES ACCES

(Articles R.111-6 du Code de l'Urbanisme, L.151-3 et L.152-1 du Code de la Voirie Routière)

L'accès est un droit de riveraineté dont dispose les riverains des routes départementales n'ayant pas le statut de route express ni celui d'une route à grande circulation, au sens du Code de la Route, déviée en vue du contournement d'une agglomération au sens des articles L.151-3 et L.152-1 du Code de la Voirie Routière.

L'accès doit faire l'objet d'une autorisation sous forme de permission de voirie (précaire et révocable, cf. article 27). Il appartient au riverain de solliciter cette autorisation auprès des services compétents du Département qui se prononcent au regard de la sécurité, et sur tous projets affectant éventuellement l'emprise des routes départementales. Sauf cas particulier, les principes de l'article 15 seront appliqués avant même leur prise en compte dans les documents d'urbanisme.

Lorsqu'un terrain est desservi par plusieurs voies, l'accès se fera sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Chaque permission de voirie délivrée par le Président du Conseil Général fixe les dispositions, les dimensions et les caractéristiques des ouvrages destinés à établir la communication entre la route et la propriété riveraine en tenant compte des objectifs de sécurité et de conservation du domaine public du Département.

Le bénéficiaire de l'accès doit respecter ces prescriptions et toujours veiller à les établir de manière à ne pas déformer le profil normal de la route, ne pas gêner l'écoulement des eaux, ne pas déverser sur la chaussée d'eau ou de boue de ruissellement.

Les accès aux constructions ou installations doivent être aménagés de telle façon que le stationnement des véhicules avant l'entrée dans les propriétés, s'effectue hors de la plate-forme routière.

La construction et l'entretien des ouvrages sont toujours à la charge intégrale du bénéficiaire. La reconstruction est à la charge du Département s'il entreprend de modifier les caractéristiques géométriques de la plate-forme.

ARTICLE 18 : IMPLANTATIONS DES CLOTURES

(Articles R.421-2 et R421.12 du Code de l'Urbanisme)

Les haies sèches, clôtures, palissades, barrières doivent être établies suivant l'alignement, sous réserve des servitudes de visibilité.

ARTICLE 19 : ECOULEMENT DES EAUX PLUVIALES

L'écoulement des eaux dans les fossés de la route départementale ne peut être intercepté, sauf autorisation exceptionnelle.

Nul ne peut sans autorisation rejeter sur le domaine public routier départemental, notamment par l'utilisation des fossés routiers, des eaux provenant de propriétés riveraines à moins qu'elles ne s'écoulent naturellement.

L'écoulement des eaux pluviales provenant des toits ne peut se faire directement sur le domaine public routier départemental. Ces eaux doivent être conduites jusqu'au sol par des tuyaux de descente reliés au réseau pluvial.

Une autorisation de raccordement sera délivrée par le Président du Conseil Général qui fixera les conditions de rejet vers le fossé ou le caniveau.



ARTICLE 20 : AQUEDUCS ET PONCEAUX SUR FOSSES

L'autorisation pour l'établissement, par les propriétaires riverains d'aqueducs et de ponceaux sur les fossés des routes départementales précise le mode de construction, les dimensions à donner, les matériaux à employer ainsi que les conditions d'entretien.

En tout état de cause, les extrémités comporteront des têtes de buses normalisées de sécurité et l'ouvrage ne devra pas comporter d'obstacle saillant (parapet, ...) afin de limiter la gravité d'un accident lors d'une sortie de route.

Lorsque ces aqueducs ont une longueur supérieure à 15 mètres, ils doivent obligatoirement comporter un ou plusieurs regards pour visite et nettoyage, suivant les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Les aménagements et l'entretien des ouvrages sont à la charge du demandeur.

ARTICLE 21 : REJET DES EFFLUENTS EPURES

(Articles R.111-12 du Code de l'Urbanisme, R.116-2 du Code de la Voirie Routière)

Les rejets d'eaux usées ou insalubres de toute nature sont interdits dans les fossés et ouvrages d'évacuation d'eaux pluviales des routes départementales.

Les demandes de rejet au fossé routier d'effluents épurés provenant des dispositifs d'assainissement individuels feront l'objet d'un arrêté portant permission de voirie et seront subordonnées à :

- la capacité du fossé à accepter l'écoulement supplémentaire induit par l'installation,
- la production d'une attestation de conformité de l'installation notamment sur la qualité d'épurement du rejet délivrée par l'autorité compétente.

La permission de voirie est délivrée pour une durée de 12 ans sous réserve de la production tous les 4 ans d'une attestation certifiant la qualité des rejets.

ARTICLE 22 : SAILLIES AUTORISEES

(Article L.112-5 à L.112-7 du Code de la Voirie Routière)

Aucune construction nouvelle ne peut, à quelque hauteur que ce soit, empiéter sur l'alignement, sous réserve des règles particulières relatives aux saillies.

Des arrêtés portant autorisation de voirie pourront être pris par le Président du Conseil Général pour fixer les dimensions maximales des saillies ainsi autorisées.

Le Président du Conseil Général n'est pas tenu de délivrer ou de renouveler une permission de voirie autorisant une construction en saillie sur l'alignement.

Aucun travail confortatif ne peut être entrepris sur un bâtiment en saillie sur un alignement, sauf s'il s'agit d'un immeuble classé parmi les monuments historiques.

ARTICLE 23 : HAUTEUR DES HAIES VIVES, ELAGAGE ET ABATTAGE

(Article R112-6 du Code de la Voirie Routière)

Les arbres, les branches et les racines qui avancent sur le sol du domaine public routier départemental doivent être coupés à l'aplomb des limites de ce domaine à la diligence de la personne titulaire du droit de jouissance sur ces plantations.

Les haies doivent toujours être entretenues de manière à ce que leur développement du côté du domaine public routier départemental ne fasse aucune saillie sur celui-ci, sauf dérogation éventuellement accordée par le Président du Conseil Général dans la mesure où le surplomb n'est pas préjudiciable à la sécurité des usagers de la voie.

Les arbres à haut jet ainsi que les haies ne devront pas perturber la visibilité aux embranchements routiers ou à l'approche des traversées de voies ferrées.

Le guide pour l'aménagement des routes principales (ARP) du Service d'études techniques des routes et autoroutes du ministère chargé de l'équipement et des transports (SETRA) et l'Instruction sur les conditions techniques d'aménagement des autoroutes de liaison (ICTAAL) serviront de référence pour la définition des triangles de visibilité et des distances de perception.

Sauf autorisation délivrée par le Président du Conseil Général, à aucun moment, le domaine public routier départemental ne doit être encombré et la circulation entravée ou gênée par les opérations d'abattage, ébranchage, débitage et autres des arbres situés sur les propriétés riveraines.

A défaut de l'exécution par les propriétaires riverains des prescriptions du présent article, le Président du Conseil Général peut, après une mise en demeure par lettre recommandée non suivie d'effet, saisir la juridiction compétente aux fins de sanctionner l'infraction.

En cas d'urgence motivée par un péril imminent, le Président du Conseil Général peut ordonner la réalisation d'office des travaux strictement nécessaires pour faire cesser le danger encouru par les usagers de la voirie départementale.

ARTICLE 24 : SERVITUDE DE VISIBILITE

(Articles L.114-1 à L.114-6 du Code de la Voirie Routière)

Les propriétés riveraines ou voisines des voies publiques, situées à proximité de croisements, virages ou points dangereux ou incommodes pour la circulation publique peuvent être frappées de servitudes destinées à assurer une meilleure visibilité.

Ces servitudes de visibilité comportent, suivant le cas :

1° L'obligation de supprimer les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau au plus égal niveau qui est fixé par le plan de dégagement prévu à l'article L.114-3 du Code de la Voirie Routière ;

2° L'interdiction absolue de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations quelconques au-dessus du niveau fixé par le plan de dégagement ;

3° Le droit pour le Département d'opérer la résection des talus, remblais et de tous obstacles naturels de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes.

Un plan de dégagement détermine, pour chaque parcelle, les terrains sur lesquels s'exercent des servitudes de visibilité et définit ces servitudes. Ce plan est soumis à une enquête publique.

Il est approuvé par le représentant de l'Etat dans le département après avis du Conseil municipal et du Conseil Général.

L'établissement de servitudes de visibilité ouvre au profit du propriétaire droit à une indemnité compensatrice du dommage direct, matériel et certain en résultant.

A défaut d'entente amiable, l'indemnité est fixée et payée comme en matière d'expropriation.

ARTICLE 25 : EXCAVATIONS ET EXHAUSSEMENT

Il est interdit de pratiquer en bordure du domaine public routier départemental des excavations de quelque nature que ce soit, si ce n'est aux distances et dans les conditions ci-après déterminées :

A - Excavations à ciel ouvert (et notamment mares) : ces excavations ne peuvent être pratiquées qu'à cinq mètres (5m) au moins de la limite du domaine public. Cette distance est augmentée d'un mètre par mètre de profondeur de l'excavation.

B - Excavations souterraines : ces excavations ne peuvent être pratiquées qu'à 5 mètres au moins de la limite de l'emprise de la voie. Cette distance est augmentée de 1 mètre par mètre de hauteur de l'excavation.

C - Les puits ou citernes ne peuvent être établis qu'à une distance d'au moins 5 mètres de la limite de l'emprise de la voie dans les agglomérations et les endroits clos de murs et d'au moins 10 mètres dans les autres cas.

Les distances, ci-dessus fixées, peuvent être diminuées par arrêté du Président du Conseil Général sur proposition des services départementaux, lorsque, eu égard à la situation des lieux et aux mesures imposées aux propriétaires, cette diminution est jugée compatible avec l'usage et la sécurité de la voie au voisinage duquel doit être pratiquée l'excavation.

Le propriétaire de toute excavation, située au voisinage du domaine public routier départemental, peut être tenu de la couvrir ou de l'entourer de clôtures propres à prévenir tout danger pour les usagers.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux excavations à ciel ouvert ou souterraines, qui sont régulièrement soumises à des réglementations spéciales en exécution des textes sur les mines, minières et carrières.

Il est également interdit de pratiquer des exhaussements sans autorisation. Les exhaussements ne peuvent être autorisés qu'à cinq mètres (5 m) de la limite du domaine public augmenté d'un mètre par mètre de hauteur de l'exhaussement.

Des prescriptions plus sévères peuvent être imposées en cas de création de digues retenant des plans d'eau surélevés par rapport à la voie.



CHAPITRE 6 : OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL PAR DES TIERS

ARTICLE 26 : NECESSITE D'UNE AUTORISATION PREALABLE OU D'UN ACCORD TECHNIQUE

(Articles L113-2 à L113.7 du Code de la Voirie Routière, L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et L.131-4 du Code de la Voirie Routière)

Toute occupation du domaine public routier départemental doit faire l'objet d'une autorisation.

Nul ne peut occuper une dépendance du domaine public routier départemental sans disposer d'un titre l'y habilitant.

L'occupation du domaine public routier départemental fait l'objet soit d'une permission de voirie dans le cas où elle donne lieu à emprise, soit d'un permis de stationnement dans les autres cas.

Les autorisations sont délivrées à titre précaire et révocable et sous réserve des droits des tiers.

Par ailleurs, les exploitants de réseaux de télécommunications ouverts au public et les services publics de transport ou de distribution d'électricité ou de gaz peuvent occuper le domaine public routier départemental en y installant des ouvrages, dans la mesure où cette occupation n'est pas incompatible avec son affectation à la circulation terrestre. Ce type d'occupation doit faire l'objet d'un accord du Président du Conseil Général sur les conditions techniques de sa réalisation.

L'installation de supports en bordure du domaine public routier départemental ne devra pas porter atteinte à la sécurité des usagers de la voie publique et, notamment, ne devra pas gêner la visibilité des usagers de la voie principale ou des voies adjacentes ni la circulation des piétons sur les trottoirs ou sur les accotements.

Tout support ne devra en aucun cas porter atteinte à la sécurité de la circulation publique et essentiellement :

- aucune gêne pour la visibilité des usagers de la voie principale ou des voies adjacentes,
- aucun danger pour les usagers de par une implantation trop proche des voies,
- aucune gêne pour la circulation des piétons sur trottoirs ou accotement.

ARTICLE 27 : LA PERMISSION DE VOIRIE

La permission de voirie est délivrée lorsque l'utilisation privative implique une emprise sur le domaine public routier départemental, avec exécution de travaux qui modifient l'assiette du domaine public occupé.

Elle est délivrée à titre précaire et révocable et sous réserve des droits des tiers.

Le Président du Conseil Général est compétent pour délivrer une permission de voirie sur le domaine public routier départemental, éventuellement après avis du maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la voie départementale concernée.

ARTICLE 28 : LE PERMIS DE STATIONNEMENT

Le permis de stationnement est délivré lorsque l'occupation du domaine public routier départemental est privative sans incorporation au sol et sans modification de l'assiette du domaine public.

Il est délivré à titre précaire et révocable et sous réserve des droits des tiers.

En agglomération, le Maire est compétent pour délivrer le permis de stationnement après avis du Président du Conseil Général.

Hors agglomération, le Président du Conseil Général est compétent pour délivrer le permis de stationnement sous réserve des pouvoirs dévolus au Préfet sur les routes à grande circulation.



ARTICLE 29 : CONSTRUCTION DE TROTTOIRS

(Article L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales)

L'établissement de trottoirs dans les traversées d'agglomération est une des mesures de sécurité et de commodité du passage dans les rues que le maire se doit d'assurer au titre de son pouvoir municipal.

La maîtrise d'ouvrage de la réalisation des trottoirs est communale. Leur entretien relève de la commune.

ARTICLE 30 : DISTRIBUTEURS DE CARBURANTS

L'autorisation d'installer des distributeurs de carburant ou des pistes y donnant accès, entraînant la modification de l'assiette du domaine public routier départemental, ne peut être accordée que si le pétitionnaire remplit les conditions exigées par la réglementation concernant respectivement l'urbanisme, les installations classées et la création ou l'extension des installations de distribution de produits pétroliers.

Pour toute création d'une station service, il est demandé les pièces suivantes :

- une demande du pétitionnaire, comportant l'avis du Maire de la commune du lieu d'implantation,
- un récépissé de déclaration délivré par la Préfecture ou la Sous-préfecture au titre des installations classées,
- un plan de masse des installations.

Le pétitionnaire doit joindre à sa demande les dessins détaillés des ouvrages qu'il se propose d'établir sur ou sous la route départementale.

Les autorisations sont accordées sous la forme d'une permission de voirie, pour une période de 5 ans au maximum, période au terme de laquelle le pétitionnaire doit solliciter son renouvellement. En aucun cas, le renouvellement par tacite reconduction ne peut être admis.

Le pétitionnaire a l'obligation de mettre en conformité ses installations avec la réalisation des travaux routiers.

ARTICLE 31 : HAUTEUR LIBRE / OUVRAGES AERIENS FRANCHISSANT LES ROUTES DEPARTEMENTALES

(Article R131-1 du Code de la Voirie Routière)

L'établissement par un tiers d'un passage souterrain, d'un tunnel sous le sol des routes départementales ou d'un ouvrage aérien franchissant ces routes doit être autorisé par le Président du Conseil Général.

Les règles de hauteur libre à respecter sur les routes départementales figurent dans le tableau suivant :

	Catégorie de la voie		
	1 et 2	3	4
Hm : hauteur minimale libre ou gabarit (m)	4.60	4.50	4.30
Rc : revanche d'entretien (m)	0.15	0.10	0.00
Rp : revanche de protection (m)	0.10	0.00	0.00
Tirant d'air H = Hm + Rc + Rp (m)	4.85	4.60	4.30

Ces valeurs ne concernent pas les ouvrages d'art routiers existants sur le réseau routier départemental.

ARTICLE 32 : DEPOTS DE BOIS ET DE MATERIAUX SUR LE DOMAINE PUBLIC

Les dépôts de bois ou de matériaux sont réalisés en dehors du domaine public.

En cas d'impossibilité, l'installation de dépôts de bois et matériaux temporaires, destinés à faciliter l'exploitation forestière, agricole, minière ou d'électrification peut être autorisée sur le domaine public routier départemental, à l'exclusion de la chaussée, lorsqu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation, la visibilité et le maintien en bon état du domaine public routier départemental.

Ces dépôts, strictement limités à une durée et à un emplacement bien déterminés, ne doivent pas nuire au bon écoulement des eaux, ni entraver le libre accès aux propriétés riveraines et doivent faire l'objet d'une signalisation appropriée. Les lieux doivent être remis en leur état initial par le pétitionnaire.

La permission de voirie peut imposer, en outre, les conditions de déchargement des véhicules employés à l'exploitation et, le cas échéant, les limitations de charge de ceux-ci.

Si la circulation de certains véhicules sur une route départementale entraîne des détériorations anormales, il peut être imposé aux entrepreneurs ou propriétaires des contributions spéciales, dont la quotité est proportionnée à la dégradation causée.

Ces contributions seront acquittées dans des conditions arrêtées dans une convention. A défaut d'accord amiable et de convention, elles seront réglées annuellement, sur la demande du Département, par le tribunal administratif après expertise, et recouvrées comme en matière d'impôts directs.

ARTICLE 33 : DEPLACEMENT DES RESEAUX

A – Réseaux existants en domaine public départemental :

Le déplacement des réseaux aériens ou souterrains est à la charge des propriétaires ou concessionnaires des réseaux pour les travaux :

- liés à l'amélioration de l'infrastructure routière, dans l'intérêt du domaine occupé et à condition que ceux-ci soient conformes à la destination du domaine public concerné,
- visant à supprimer les installations qui constituent des obstacles latéraux, y compris sans travaux sur la voie elle-même,
- de raccordement d'une nouvelle voie.

B – Réseaux existants en domaine privé :

Le déplacement ou la modification des réseaux aériens ou souterrains nécessaire pour se mettre en conformité avec un nouvel aménagement n'est pas à la charge concessionnaire.

ARTICLE 34 : REDEVANCES POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL

(Articles L.2125-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques)

Toute occupation ou utilisation du domaine public routier départemental donne lieu au paiement d'une redevance sauf lorsque l'occupation ou l'utilisation concerne l'installation par l'Etat des équipements visant à améliorer la sécurité routière.

Néanmoins, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public routier départemental peut être délivrée gratuitement :

- soit lorsque l'occupation ou l'utilisation est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'un ouvrage, intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous ;
- soit lorsque l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même.

L'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public routier départemental peut également être délivrée gratuitement lorsque cette occupation ou cette utilisation ne présente pas un objet commercial pour le bénéficiaire de l'autorisation. Le Conseil Général détermine les conditions dans lesquelles il est fait application du présent alinéa.

La redevance due pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public routier départemental tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation.

Le régime des redevances dues pour l'occupation du domaine public routier par les opérateurs de communications électroniques et par les opérateurs de réseaux de transport et de distribution de gaz et d'électricité est défini par décret.

CHAPITRE 7 : POLICE ET CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

ARTICLE 35 : INTERDICTIONS ET MESURES CONSERVATOIRES

Il est interdit de dégrader les chaussées et dépendances des routes départementales, ainsi que de compromettre la sécurité ou la commodité de la circulation des usagers sur ces routes.

Il est notamment interdit :

- 1) d'y faire circuler des véhicules dont les caractéristiques ne respectent pas les normes établies par les textes en vigueur,
- 2) de terrasser ou d'entreprendre de quelconques travaux susceptibles de dégrader la couche de surface, le corps de la chaussée ou les dépendances,
- 3) de détériorer les talus, accotements, fossés, ainsi que les marques indicatives de leurs limites,
- 4) de modifier les caractéristiques hydrauliques des ouvrages d'assainissement de la chaussée et de ses dépendances,
- 5) de mutiler les arbres plantés sur les dépendances des routes départementales et d'une façon générale déterrer, dégrader et porter atteinte à toutes les plantations, arbustes, fleurs, ... plantés sur le domaine public routier,
- 6) de dégrader ou de modifier l'aspect des panneaux et ouvrages de signalisation et leurs supports, les bornes ou balises des routes,
- 7) de dégrader les ouvrages d'art ou leurs dépendances,
- 8) d'apposer des dessins, graffitis, inscriptions, affiches sur les chaussées, les dépendances, les arbres et les panneaux de signalisation,
- 9) de répandre ou de déposer sur les chaussées et ses dépendances des matériaux, liquides ou solides,
- 10) de laisser errer les animaux sur la chaussée et ses dépendances.

ARTICLE 36 : CONTRIBUTIONS D'ENTRETIEN DES VOIES

(Article L131-8 du Code de la Voirie Routière)

Toutes les fois qu'une route départementale entretenue à l'état de viabilité est habituellement ou temporairement soit empruntée par des véhicules dont la circulation entraîne des détériorations anormales, soit dégradée par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute autre entreprise, il peut être imposé aux entrepreneurs ou propriétaires des contributions spéciales, dont la quotité est proportionnée à la dégradation causée.

Ces contributions seront acquittées dans des conditions arrêtées dans une convention. A défaut d'accord amiable et de convention, elles seront réglées annuellement, sur la demande du Département, par le tribunal administratif après expertise, et recouvrées comme en matière d'impôts directs.

ARTICLE 37 : LA PUBLICITE EN BORDURE DES ROUTES DEPARTEMENTALES

(Article L.581-7 du Code de l'Environnement)

En dehors des lieux qualifiés « agglomération » par les règlements relatifs à la circulation routière, toute publicité est interdite sauf dans des zones dénommées « zones de publicité autorisée ».

Le jalonnement des lieux touristiques et de services ainsi que les panneaux images peuvent être autorisés au cas par cas par une permission de voirie conformément à la Charte pour la signalisation touristique et de services sur le réseau routier du Département des Landes adoptée par une délibération n° Ea1 du Conseil Général des Landes du 19 juin 1992.

**ARTICLE 38 : LA REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION SUR LES ROUTES DEPARTEMENTALES –
POUVOIRS DE POLICE**
(Code de la Route)

Les compétences en matière de réglementation de la circulation sur les routes départementales sont établies selon les modalités définies ci-après.

I. EN AGGLOMERATION

	Routes départementales classées à grande circulation	Routes départementales non classées à grande circulation
Police de la circulation	Maire sous réserve des pouvoirs dévolus au préfet sur certaines sections des routes à grande circulation	Maire
Mise en priorité / Feux de circulation	Préfet après proposition / Consultation du Maire	Maire
Restriction de vitesse	Maire après avis du Préfet	Maire
Relèvement de vitesse de 50 km/h à 70 km/h	Maire après avis du Président du Conseil Général et avis conforme du Préfet	Maire après avis du Président du Conseil Général
Zones de rencontre et zones 30 : définition du périmètre et des règles de circulation	Maire après avis du Président du Conseil Général et avis conforme du Préfet	Maire après avis du Président du Conseil Général
Aires piétonnes	Interdites	Maire
Pont n'offrant pas toutes les garanties de sécurité : limitation de charge	Préfet	Président du Conseil Général
Limites de l'agglomération	Maire	Maire

Les conséquences de ces mesures sur la gestion et l'exploitation des routes départementales devront être précisées avec les services du Conseil Général.

II. HORS AGGLOMERATION

	Routes départementales classées à grande circulation	Routes départementales non classées à grande circulation
Police de la circulation	Président du Conseil Général sous réserve des pouvoirs dévolus au préfet sur certaines sections des routes à grande circulation	Président du Conseil Général
Mise en priorité / Feux de circulation	<ul style="list-style-type: none"> - Préfet après consultation du Président du Conseil Général pour les intersections de routes classées à grande circulation concernant des sections de routes départementales - Préfet après consultation du Maire pour les intersections de routes classées à grande circulation concernant des sections de routes communales 	<ul style="list-style-type: none"> - Président du Conseil Général pour les intersections de routes départementales ; - Préfet et Président du Conseil Général pour les intersections d'une route nationale et d'une route départementale non classée à grande circulation ; - Président du Conseil Général et Maire pour les intersections d'une route départementale non classée à grande circulation et d'une route communale.
Restriction de vitesse	Président du Conseil Général après avis du Préfet	Président du Conseil Général
Pont n'offrant pas toutes les garanties de sécurité: limitation de charge	Préfet	Président du Conseil Général
Barrière de dégel	Président du Conseil Général	Président du Conseil Général

FICHE TECHNIQUE

DOMAINE VOIRIE : ACCES ET RECULS

Validés par l'Assemblée Départementale dans le cadre de la révision du schéma directeur routier départemental lors du Budget Primitif 2009

Reculs :

Le recul des habitations est soumis aux dispositions du Code de l'Urbanisme et aux règlements des Plans Locaux d'Urbanisme.

Aussi, dans le cadre de la prise en compte des intérêts de la voirie départementale dans les documents d'urbanisme, le Département propose la prise en compte à minima des prescriptions suivantes :

Catégorie de RD	Recul minimum demandé par rapport à l'axe	Largeur chaussée plus accotement	Largeur dépendances
1	50m	11 à 12m	Au cas par cas, largeur nécessaire aux accessoires : talus, fossés, etc
2	35m	10 à 11m	
3	25m	9 à 10m	
4	15m	8m	

A titre exceptionnel, le Département pourra autoriser des reculs moindres pour des projets cohérents avec l'environnement de la route et du site et qui ne remettent pas en cause les possibilités d'évolution de la voirie.

Les accès :

Les conditions d'accès sont soumises aux dispositions du Code de l'Urbanisme et aux règlements des Plans Locaux d'Urbanisme.

Aussi, dans le cadre de la prise en compte des intérêts de la voirie départementale dans les documents d'urbanisme, le Département propose la prise en compte des prescriptions suivantes :

Catégorie	En agglomération	Hors agglomération
1 ^{ère}	Favorable sous réserve des conditions de sécurité à appréhender selon les critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> intensité du trafic, position de l'accès, configuration et nature de l'accès, ... 	Les accès individuels directs à une nouvelle construction sont interdits, sauf dérogation du Département.
2 ^{ème}		
3 ^{ème}		
4 ^{ème}		Accès individuels autorisés sous réserve des conditions de sécurité. Un regroupement des accès sera systématiquement recherché.

Dans tous les cas, en application des articles L151-3 et L152-1 du Code de la Voirie Routière, il est interdit de créer des accès directs sur des voies à statut particulier : route express, nouveau tracé d'une route à grande circulation, ...

*Zone Naturelle d'Intérêt Écologique
Floristique et Faunistique*

Numéro : 4201 0011

Type : 1

Ancien numéro : 4001 0011 N° SFF 949

ZONE HUMIDE DE LA RIVE EST DE L'ETANG D'AUREILHAN

Auteur(s): COMITE DES INVENTAIRES AQUITAINE

Date de description: 1969-1984

Superficie : 247 ha

Altitude : 7 - 8 m

Liste des communes concernées par la zone :

40019 AUREILHAN

40257 SAINTE-EULALIE-EN-BORN

40278 SAINT-PAUL-EN-BORN

Typologie : (le premier type donné est le type principal)

18 Marais, tourbière

19 Prairie humide

21 Forêt, bois

Lithologie :

6 Sables et alluvions siliceux

18 vases

Activités humaines :

4 Pêche

5 Chasse

7 Tourisme et équipement de loisir

Mesures :

4 Plan d'occupation des sols (POS)

5 Zone urbaine (ZU)

7 Zone NB

Statut de propriété :

0 Indéterminé

(En périphérie :)

17 Lac, réservoir, étang

21 Forêt, bois

26 Plaine

(En périphérie :)

6 Sables et alluvions siliceux

(En périphérie :)

1 Agriculture

2 Sylviculture

4 Pêche

7 Tourisme et équipement de loisir

11 Industrie, exploitation

(En périphérie :)**(En périphérie :)**

2 Privé

5 Domaine de l'Etat

7 - Interet

Synthèse des éléments précisant le niveau d'intérêt : aspects biologique (voir liste d'espèces), écologiques, géologique, géomorphologique, climatique, paysager, spéléologique, pédagogique etc ...

Intérêt paysager par rapport à la pinède.

Intérêt écologique car cette zone permet la diversification des espèces animales et végétales.

Potentialités biologiques de la zone:

8 - Dégradations et Menaces : Protection souhaitées

Dégradations réalisées, en cours ou prévisibles

Risque de transformation pour aménagements touristiques. Des travaux ont déjà modifié le milieu (création de pistes et recensement d' une partie du plan d' eau).

Utilité et urgence d'une protection, forme souhaitable ; protection en cours

Bibliographie

Références bibliographiques compètes concernant la zone

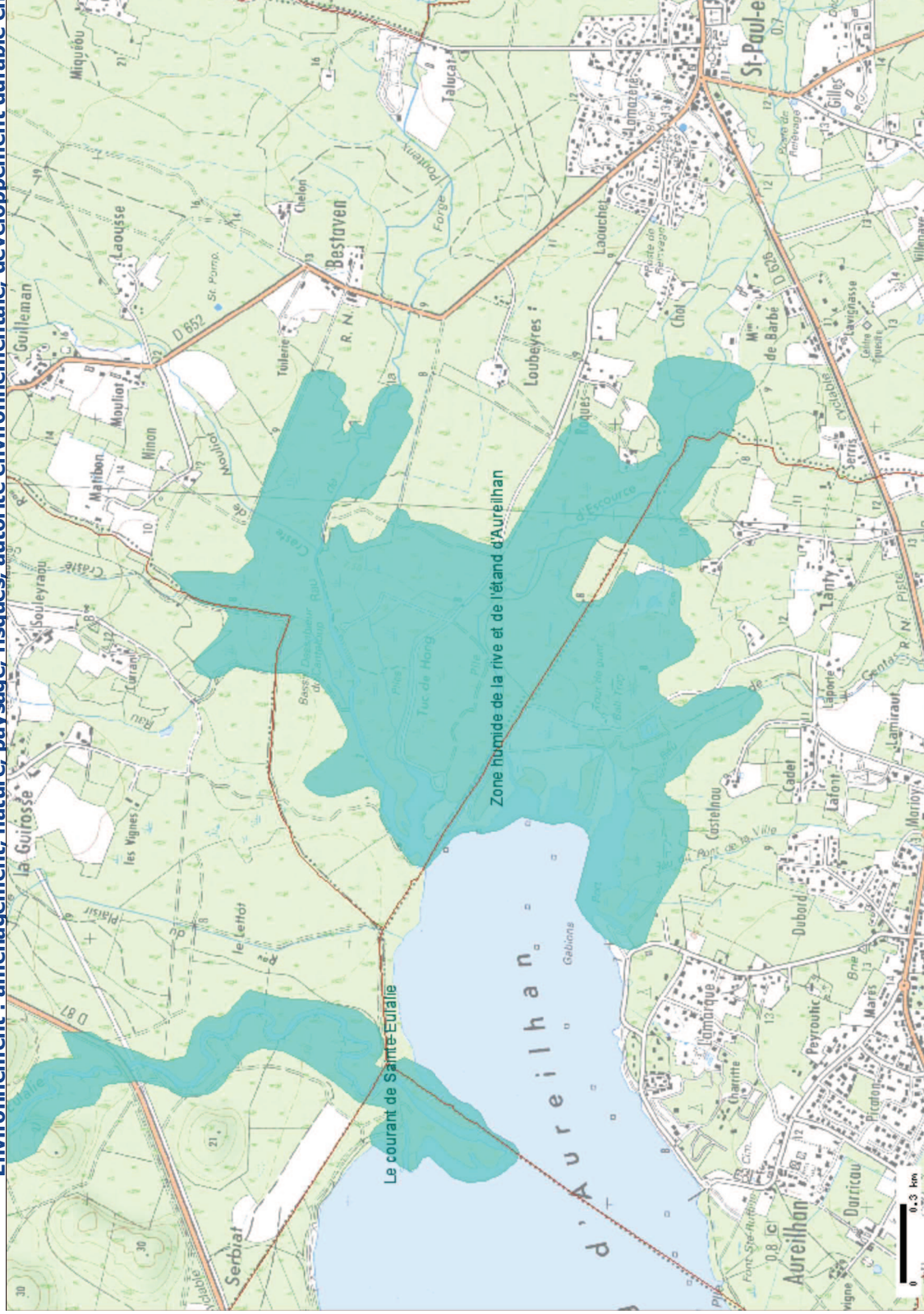
VAN DEN BERGHEN C. 1969 : *Carex reichenbadü* Ed Bounet dans le Sud-Ouest de la France. Bull. Centre d' Etudes et de Recherche Scient. Biarritz 7 (3) , pp 631 à 634.

VAN DEN BERGHEN C, 1969 : Végétation amphibie des rives des étangs de la Gascogne
Bull.Centre d' Etudes et de Recherche Scient. Biarritz 7 (3) , pp 893 - 963

<i>10 - Nombre d'annexes :</i>	0
<i>numéro d'annexe :</i>	0

N.B. : Les informations : "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

Environnement : aménagement, nature, paysage, risques, autorité environnementale, développement durable en Aquitaine



Contenu de la carte

Tous droits réservés.
Document imprimé le 11 Octobre 2013, serveur Carmen v2, <http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr>, Service: DREAL Aquitaine.

Numéro : 4249 0000

Type : 1

Ancien numéro : 4049

N° SFF 1979

ETANGS DE LA MAILLOUEYRE ET ZONE HUMIDE DE L'ARRIERE-DUNE

Auteur(s): COMITE DES INVENTAIRES AQUITAINE

Date de description: 1984

Superficie : 41 ha

Altitude : 0 - 3 m

Liste des communes concernées par la zone :

40184 MIMIZAN

Typologie : *(le premier type donné est le type principal)*

11 Lac, étang et marais d'eau douce (cô
18 Marais, tourbière

Lithologie :

6 Sables et alluvions siliceux
18 vases

Activités humaines :

7 Tourisme et équipement de loisir

Mesures :

7 Zone NB
25 Réserve nationale de chasse

Statut de propriété :

2 Privé
4 Collectivité régionale ou locale

(En périphérie :)

8 Dune
21 Forêt, bois
26 Plaine

(En périphérie :)

6 Sables et alluvions siliceux

(En périphérie :)

2 Sylviculture
7 Tourisme et équipement de loisir
10 Habitat : centre urbain
11 Industrie, exploitation
16 Transport d'énergie

(En périphérie :)

25 Réserve nationale de chasse

(En périphérie :)

2 Privé
5 Domaine de l'Etat

7 - Interet

Synthèse des éléments précisant le niveau d'intérêt : aspects biologique (voir liste d'espèces), écologiques, géologique, géomorphologique, climatique, paysager, spéléologique, pédagogique etc ...

- Intérêt paysager très prononcé.
- Intérêt écologique : ce sont les seuls étangs d'eau douce situés dans la " lette " immédiatement en arrière de la dune blanche. Ils offrent un milieu original par leur situation. Ils présentent un effet de mosaïque intéressant pour l'avifaune et les mammifères.
- Intérêt biologique : présence d'un grand nombre d'espèces de libellules et d'une espèce végétale rare

Potentialités biologiques de la zone:

8 - Dégradations et Menaces : Protection souhaitées

Dégradations réalisées, en cours ou prévisibles

Risque de pollution par déversoir des effluents de la papeterie de Mimizan.
Fréquentation humaine importante.

Utilité et urgence d'une protection, forme souhaitable ; protection en cours

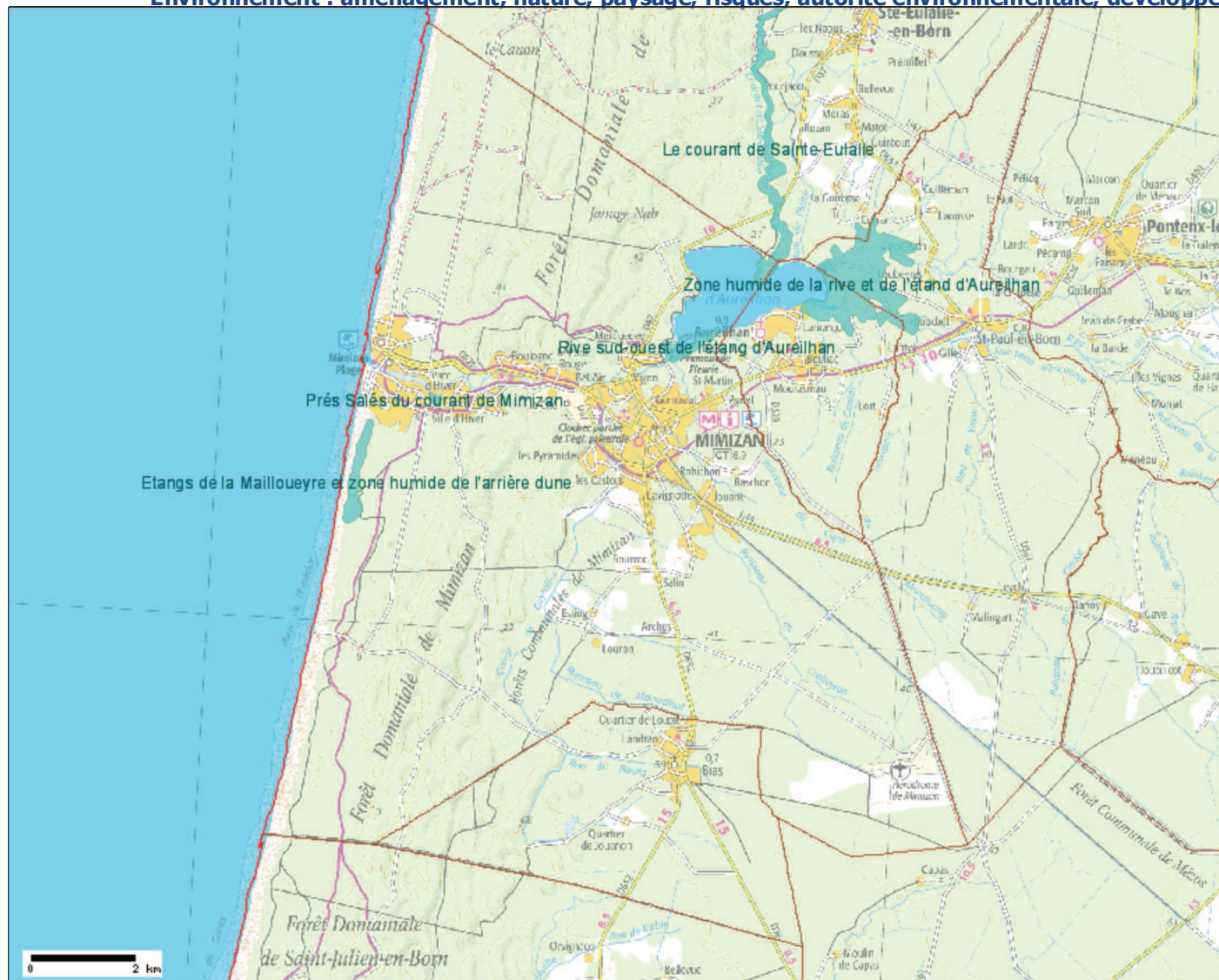
Bibliographie

Références bibliographiques compètes concernant la zone

10 - Nombre d'annexes : 0
numéro d'annexe : 0

N.B. : Les informations : "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

Environnement : aménagement, nature, paysage, risques, autorité environnementale, développe



Tous droits réservés.

Document imprimé le 11 Octobre 2013, serveur Carmen v2, <http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr>, Service: DREAL Aquitaine.

Numéro : 4201 0009

Type : 1

Ancien numéro : 4001 0009 N° SFF 947

LE COURANT DE SAINTE-EULALIE

Auteur(s): COMITE DES INVENTAIRES AQUITAINE

Date de description: 1966-1984

Superficie : 309 ha

Altitude : 0 - 20 m

Liste des communes concernées par la zone :

40019 AUREILHAN

40184 MIMIZAN

40257 SAINTE-EULALIE-EN-BORN

Typologie : (le premier type donné est le type principal)

16 Cours d'eau lent

18 Marais, tourbière

21 Forêt, bois

(En périphérie :)

17 Lac, réservoir, étang

18 Marais, tourbière

21 Forêt, bois

26 Plaine

Lithologie :

6 Sables et alluvions siliceux

18 vases

(En périphérie :)

6 Sables et alluvions siliceux

18 vases

Activités humaines :

4 Pêche

7 Tourisme et équipement de loisir

(En périphérie :)

2 Sylviculture

4 Pêche

7 Tourisme et équipement de loisir

9 Habitat : agglomération

Mesures :

4 Plan d'occupation des sols (POS)

7 Zone NB

(En périphérie :)

Statut de propriété :

2 Privé

5 Domaine de l'Etat

(En périphérie :)

2 Privé

5 Domaine de l'Etat

N.B. : Les informations : "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

7 - Interet

Synthèse des éléments précisant le niveau d'intérêt : aspects biologique (voir liste d'espèces), écologiques, géologique, géomorphologique, climatique, paysager, spéléologique, pédagogique etc ...

Intérêt hydrobiologique.

Intérêt paysager : site unique tout au long du cours car il présente de petites cascades.

Intérêt biologique : présence d' éponges d' eau douce, de la tortue d' eau.

Forêt galerie de feuillus composée d' espèces hygrophiles, élément d' hétérogénéité au sein de la forêt landaise.

Potentialités biologiques de la zone:

8 - Dégradations et Menaces : Protection souhaitées

Dégradations réalisées, en cours ou prévisibles

Dégradation de la qualité des eaux.

Erosion des berges du courant.

Utilité et urgence d'une protection, forme souhaitable ; protection en cours

Demande de classement du site et de zone à protection biologique.

Bibliographie *Références bibliographiques compètes concernant la zone*

Muséum National d' Histoire Naturelle , 1966 Projet concernant la région des Landes et de la côte Aquitaine. Rapport n°3 35 pages.

Muséum National d' Histoire Naturelle , 1971 : Délimitation des réserves et zones de protection biologique. Convention n° 34 , rapport préliminaire, 28 pages.

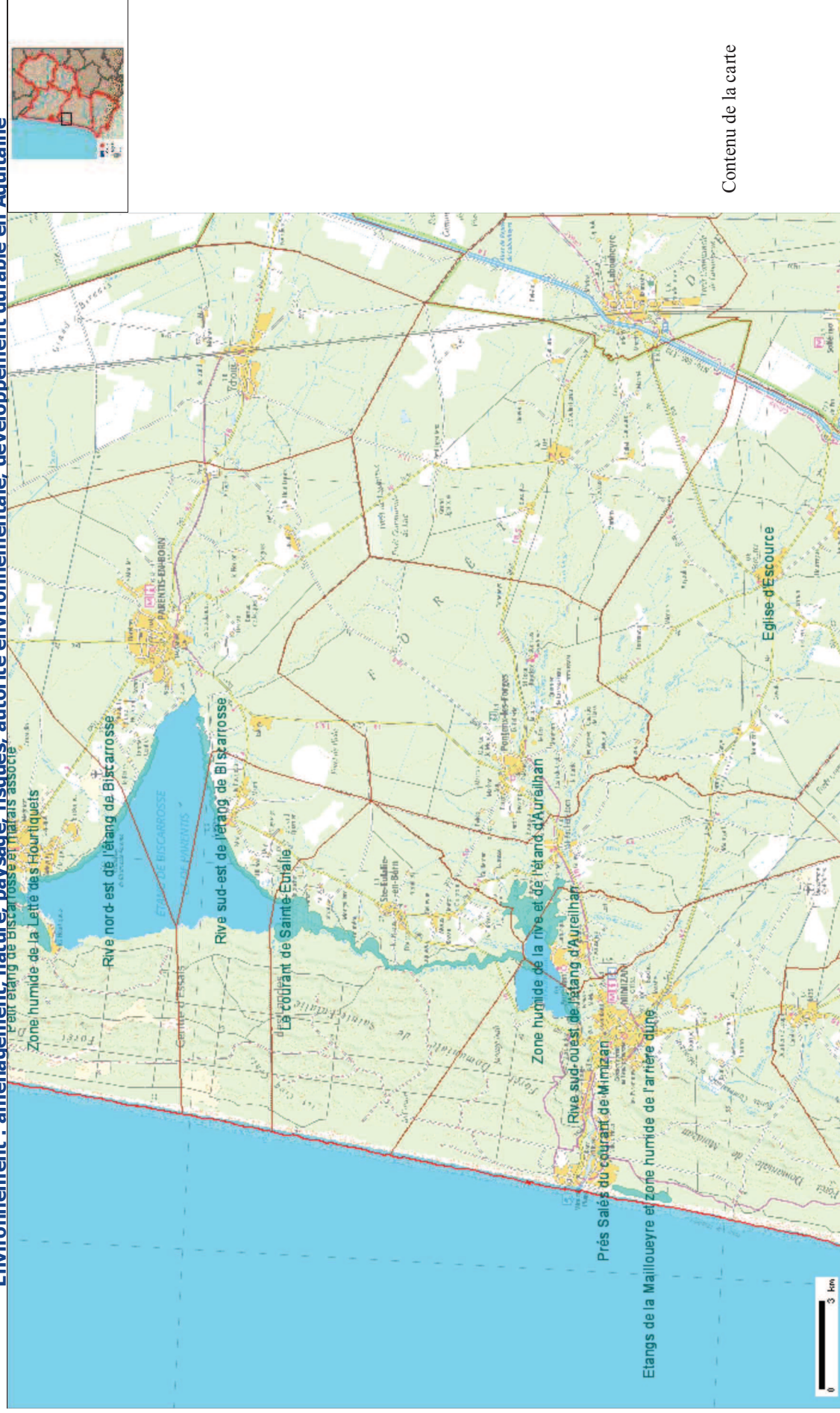
LASICA Y. Etude de la dynamique des courants landais de Contis, Mimizan, Sainte-Eulalie. CEMEGREF, Mémoire ENITA, 76 pages.

Martineau F. 1984 : Etude paysagère des courants landais. DRAE . 167 pages;

10 - Nombre d'annexes : 0
numéro d'annexe : 0

N.B. : Les informations : "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

Environnement : aménagement, nature, paysage, risques, autorité environnementale, développement durable en Aquitaine



Contenu de la carte

Tous droits réservés.
Document imprimé le 11 Octobre 2013, serveur Carmen v2, <http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr>, Service: DREAL Aquitaine.

Numéro : 4253 0000

Type : 1

Ancien numéro : 0017

N° SFF 14147

PRE SALE DU COURANT DE MIMIZAN

Auteur(s): COMITE DES INVENTAIRES AQUITAINE

Date de description: 1990

Superficie : 2.8 ha

Altitude : 1 - 0 m

Liste des communes concernées par la zone :

40184 MIMIZAN

Typologie : *(le premier type donné est le type principal)*

(En périphérie :)

14 Prés salé

16 Cours d'eau lent

Lithologie :

(En périphérie :)

6 Sables et alluvions siliceux

12 Argiles, marnes, limons

Activités humaines :

(En périphérie :)

Mesures :

(En périphérie :)

Statut de propriété :

(En périphérie :)

7 - Interet

Synthèse des éléments précisant le niveau d'intérêt : aspects biologique (voir liste d'espèces), écologiques, géologique, géomorphologique, climatique, paysager, spéléologique, pédagogique etc ...

La partie aval du courant de Mimizan étant soumise à l'influence des marées, une petite zone de pré salé s'est développée dans le dernier méandre avant l'océan. Ce type de formation est peu commun sur la côte landaise du fait de la présence d'un cordon dunaire continu le long du littoral.

Potentialités biologiques de la zone:

8 - Dégradations et Menaces : Protection souhaitées

Dégradations réalisées, en cours ou prévisibles

Utilité et urgence d'une protection, forme souhaitable ; protection en cours

Bibliographie

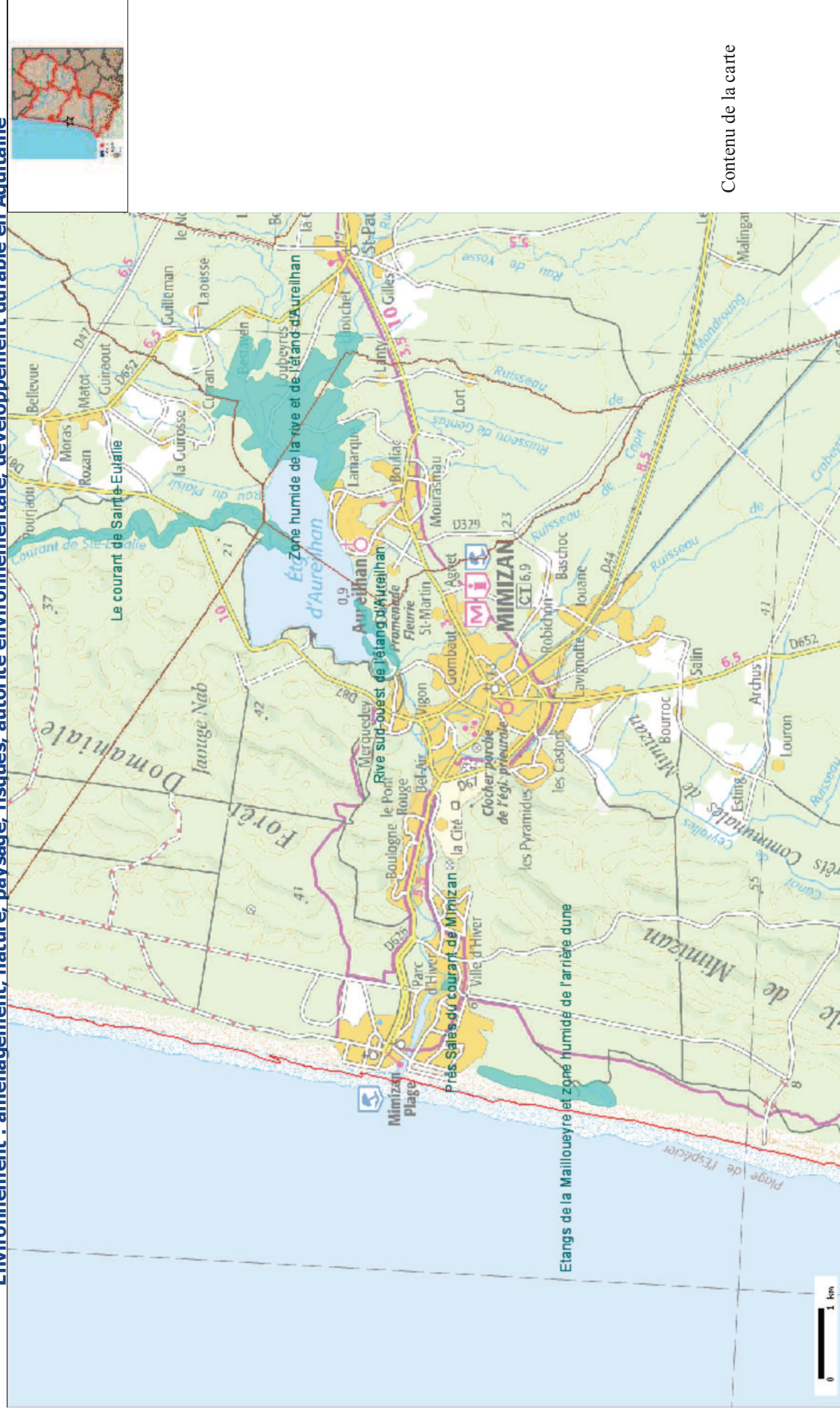
Références bibliographiques compètes concernant la zone

10 - Nombre d'annexes : 0

numéro d'annexe : 0

N.B. : Les informations : "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

Environnement : aménagement, nature, paysage, risques, autorité environnementale, développement durable en Aquitaine



Contenu de la carte

Tous droits réservés.
Document imprimé le 11 Octobre 2013, serveur Carmen v2, <http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr>, Service: DREAL Aquitaine.

Numéro : 4201 0010

Type : 1

Ancien numéro : 4001 0010 N° SFF 948

RIVE SUD-OUEST DE L'ETANG D'AUREILHAN

Auteur(s): COMITE DES INVENTAIRES AQUITAINE

Date de description: 1984

Superficie : 22 ha

Altitude : 7 - 75 m

Liste des communes concernées par la zone :

40184 MIMIZAN

Typologie : (le premier type donné est le type principal)

18 Marais, tourbière

17 Lac, réservoir, étang

Lithologie :

6 Sables et alluvions siliceux

18 vases

Activités humaines :

2 Sylviculture

4 Pêche

5 Chasse

7 Tourisme et équipement de loisir

8 Habitat dispersé

Mesures :

2 Périmètre sensible

4 Plan d'occupation des sols (POS)

5 Zone urbaine (ZU)

7 Zone NB

8 Zone NC

Statut de propriété :

2 Privé

5 Domaine de l'Etat

(En périphérie :)

17 Lac, réservoir, étang

21 Forêt, bois

26 Plaine

(En périphérie :)

6 Sables et alluvions siliceux

(En périphérie :)

1 Agriculture

2 Sylviculture

4 Pêche

10 Habitat : centre urbain

11 Industrie, exploitation

(En périphérie :)

(En périphérie :)

2 Privé

5 Domaine de l'Etat

N.B. : Les informations : "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

7 - Interet

Synthèse des éléments précisant le niveau d'intérêt : aspects biologique (voir liste d'espèces), écologiques, géologique, géomorphologique, climatique, paysager, spéléologique, pédagogique etc ...

Intérêt paysager par rapport à la pinède.

Intérêt écologique car présente un écosystème original.

Potentialités biologiques de la zone:

8 - Dégradations et Menaces : Protection souhaitées

Dégradations réalisées, en cours ou prévisibles

Risque de dégradations par installation d' aménagements touristiques.

Utilité et urgence d'une protection, forme souhaitable ; protection en cours

Bibliographie

Références bibliographiques compètes concernant la zone

10 - Nombre d'annexes : 0

numéro d'annexe : 0

N.B. : Les informations : "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.



Tous droits réservés.
Document imprimé le 11 Octobre 2013, serveur Carmen v2, <http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr>; Service: DREAL Aquitaine.

Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique Floristique de la Région Aquitaine

Numéro : **4202**

Type : **2**

Ancien numéro : 4002

N° SFF 1980

L'ANCIEN ETANG DE LIT-ET-MIXE ET LE COURANT DE CONTIS

Auteur(s): COMITE DES INVENTAIRES AQUITAINE

Date de description: 1979-1984

Superficie : 6010 ha

Altitude : 5 - 25 m

Liste des communes concernées par la zone :

40152	LESPERON
40154	LEVIGNACQ
40157	LIT-ET-MIXE
40182	MEZOS
40210	ONESSE-ET-LAHARIE
40266	SAINT-JULIEN-EN-BORN
40322	UZA

Typologie : (le premier type donné est le type principal)

18	Marais, tourbière
19	Prairie humide
21	Forêt, bois
16	Cours d'eau lent

Lithologie :

6	Sables et alluvions siliceux
15	Tourbes, lignites, charbons

Activités humaines :

2	Sylviculture
3	Elevage
4	Pêche
5	Chasse
7	Tourisme et équipement de loisir

Mesures :

2	Périmètre sensible
3	Plan d'Aménagement rural (P.A.R.)
4	Plan d'occupation des sols (POS)
5	Zone urbaine (ZU)
7	Zone NB
28	Réserve de chasse approuvée

Statut de propriété :

2	Privé
---	-------

(En périphérie :)

8	Dune
21	Forêt, bois
26	Plaine

(En périphérie :)

6	Sables et alluvions siliceux
---	------------------------------

(En périphérie :)

1	Agriculture
2	Sylviculture
3	Elevage
4	Pêche
5	Chasse
7	Tourisme et équipement de loisir
12	Autoroute et grandes routes (circulation intense)

(En périphérie :)

28	Réserve de chasse approuvée
----	-----------------------------

(En périphérie :)

2	Privé
5	Domaine de l'Etat

N.B. : Les informations "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

7 - Interet

Synthèse des éléments précisant le niveau d'intérêt : aspects biologique (voir liste d'espèces), écologiques, géologique, géomorphologique, climatique, paysager, spéléologique, pédagogique etc ...

L'ancien étang de Lit-et-Mixe est composé de prairies qui constituent la "Plaine du pigeon" et d'une forêt marécageuse luxuriante.
L'ensemble présente un intérêt paysager très fort par rapport à la pinède, et une richesse floristique et faunistique indéniable.

Potentialités biologiques de la zone: Forte potentialité pour l'avifaune.

8 - Dégradations et Menaces : Protection souhaitées

Dégradations réalisées, en cours ou prévisibles

Forte pression de chasse.

Envahissement rapide des prairies par la végétation arbustive et arborescente.

Utilité et urgence d'une protection, forme souhaitable ; protection en cours

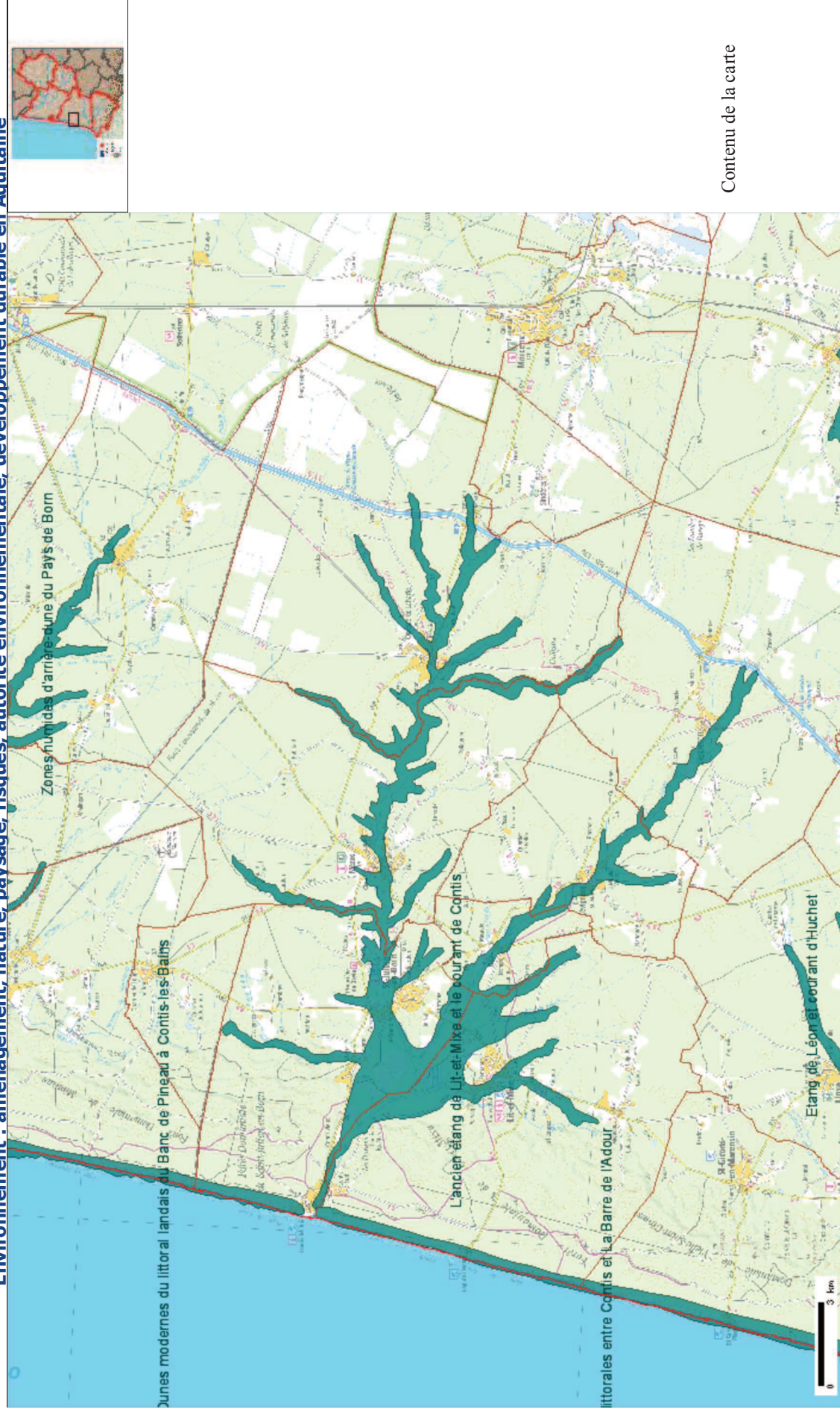
Demande de création d'une Réserve Naturelle avec remise en eau partielle de l'ancien étang pour restaurer les potentialités écologiques.

Bibliographie *Références bibliographiques compètes concernant la zone*
SEPANSO, 1979 : L' ancien étang de Lit-et-Mixe : Projet de reserve Naturelle
56 pages + annexes

10 - Nombre d'annexes :	0
numéro d'annexe :	0

N.B. : Les informations : "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

Environnement : aménagement, nature, paysage, risques, autorité environnementale, développement durable en Aquitaine



Contenu de la carte

Tous droits réservés.
Document imprimé le 11 Octobre 2013, serveur Carmen v2, <http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr>, Service: DREAL Aquitaine.

Numéro : 4251

Type : 2

Ancien numéro : 0002

N° SFF 929

DUNES MODERNES DU LITTORAL LANDAIS DU BANC DE PINEAU A CONTIS LES BAINS

Auteur(s): COMITE DES INVENTAIRES AQUITAINE

Date de description: 1970-1984

Superficie : 2330 ha

Altitude : 0 - 20 m

Liste des communes concernées par la zone :

33529	(LA) TESTE
40046	BISCARROSSE
40108	GASTES
40184	MIMIZAN
40257	SAINTE-EULALIE-EN-BORN
40266	SAINT-JULIEN-EN-BORN

Typologie : (le premier type donné est le type principal)

8 Dune

Lithologie :

6 Sables et alluvions siliceux

Activités humaines :

7 Tourisme et équipement de loisir

Mesures :

7 Zone NB

Statut de propriété :

7 Domaine public maritime (DPM)

(En périphérie :)

2 Mer ouverte (à proximité d'une côte)

21 Forêt, bois

(En périphérie :)

6 Sables et alluvions siliceux

(En périphérie :)

2 Sylviculture

(En périphérie :)

(En périphérie :)

5 Domaine de l'Etat

7 - Interet

Synthèse des éléments précisant le niveau d'intérêt : aspects biologique (voir liste d'espèces), écologiques, géologique, géomorphologique, climatique, paysager, spéléologique, pédagogique etc ...

Flore spécifique des dunes littorales.

Faune entomologique (en particulier coléoptères et héétéoptères) particulièrement adaptée aux conditions et à la flore de ces milieux. De nombreuses espèces sont inféodées au milieu dunaire et ne se rencontrent que là.

Potentialités biologiques de la zone: Faible car peu d' espèces animales ou végétales peuvent y prospérer. Limitée par l' entretien.

8 - Dégradations et Menaces : Protection souhaitées

Dégradations réalisées, en cours ou prévisibles

Milieu très sensible à la fréquentation humaine (piétinement) en particulier au niveau des points d' accès à la plage.

Utilité et urgence d'une protection, forme souhaitable ; protection en cours

Bibliographie

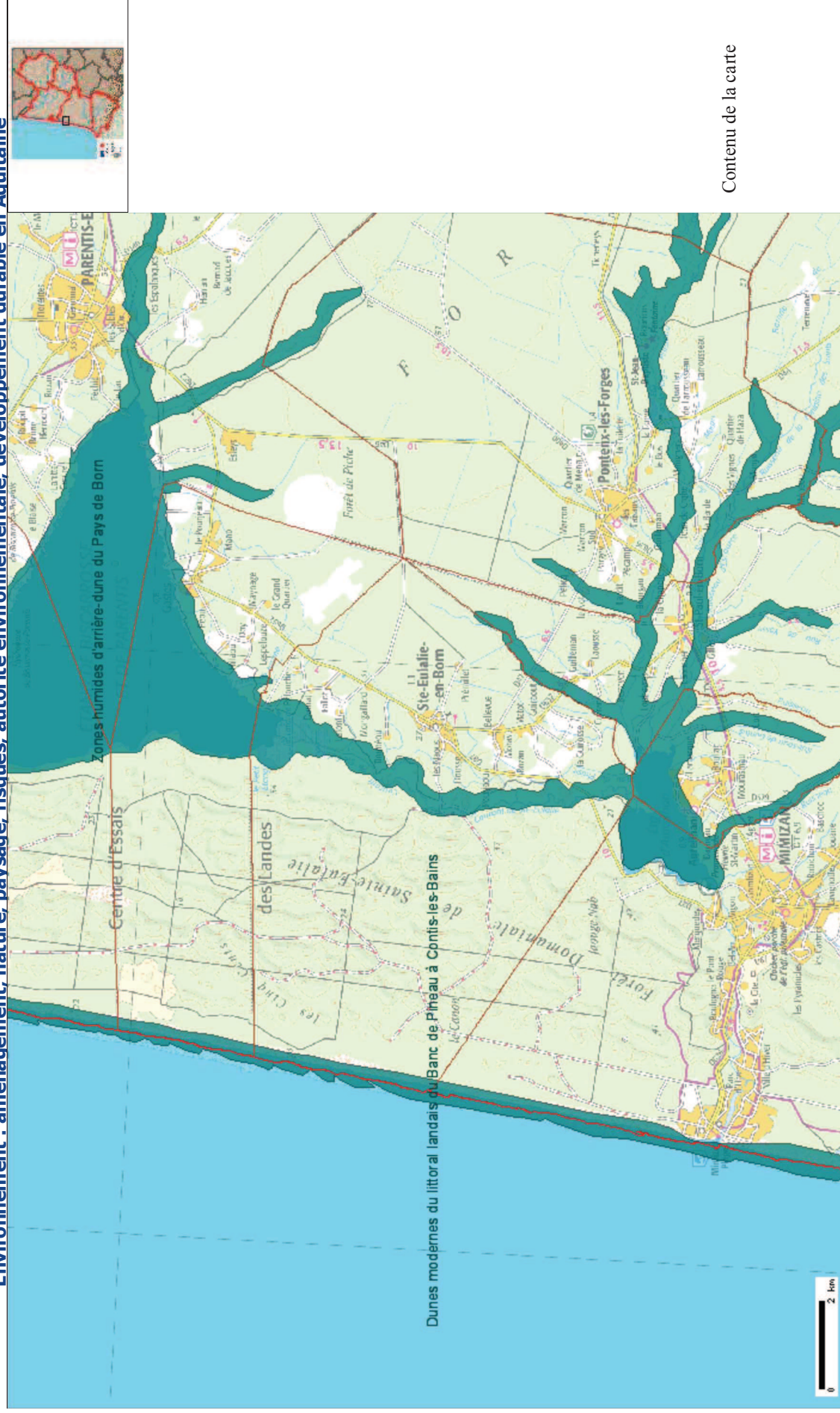
Références bibliographiques compètes concernant la zone

10 - Nombre d'annexes : 0

numéro d'annexe : 0

N.B. : Les informations : "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

Environnement : aménagement, nature, paysage, risques, autorité environnementale, développement durable en Aquitaine



Contenu de la carte

Tous droits réservés.
Document imprimé le 11 Octobre 2013, serveur Carmen v2, <http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr>, Service: DREAL Aquitaine.

Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique Floristique de la Région Aquitaine

Numéro : 4201

Type : 2

Ancien numéro : 4001

N° SFF 1978

ZONES HUMIDES D'ARRIERE-DUNE DU PAYS DE BORN

Auteur(s): COMITE DES INVENTAIRES AQUITAINE

Date de description: 1984

Superficie : 15300 ha

Altitude : 7 - 25 m

Liste des communes concernées par la zone :

33199	GUJAN-MESTRAS
33529	(LA) TESTE
40019	AUREILHAN
40046	BISCARROSSE
40094	ESCOURCE
40108	GASTES
40134	LABOUHEYRE
40163	LUE
40184	MIMIZAN
40217	PARENTIS-EN-BORN
40229	PONTENX-LES-FORGES
40257	SAINTE-EULALIE-EN-BORN
40278	SAINT-PAUL-EN-BORN
40287	SANGUINET
40332	YCHOUX

Typologie : (le premier type donné est le type principal)

11	Lac, étang et marais d'eau douce (côté)
18	Marais, tourbière
21	Forêt, bois
16	Cours d'eau lent

Lithologie :

6	Sables et alluvions siliceux
14	Sols ferrugineux
15	Tourbes, lignites, charbons
18	vases

Activités humaines :

1	Agriculture
2	Sylviculture
4	Pêche
5	Chasse
7	Tourisme et équipement de loisir
10	Habitat : centre urbain
14	Aérodrome

Mesures :

1 Nul

N.B. : Les informations "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

(En périphérie :)

8	Dune
16	Cours d'eau lent
17	Lac, réservoir, étang
18	Marais, tourbière
21	Forêt, bois
24	Prairies et terres cultivées sans bois
26	Plaine

(En périphérie :)

6	Sables et alluvions siliceux
---	------------------------------

(En périphérie :)

1	Agriculture
2	Sylviculture
5	Chasse
7	Tourisme et équipement de loisir
10	Habitat : centre urbain
12	Autoroute et grandes routes (circulation)
13	Chemin de fer

(En périphérie :)

28 Réserve de chasse approuvée

2	Périmètre sensible
4	Plan d'occupation des sols (POS)
5	Zone urbaine (ZU)
7	Zone NB
10	Zone soumise à remembrement
14	ZEP
28	Réserve de chasse approuvée
34	Autre (préciser)

Statut de propriété :

0	Indéterminé
2	Privé
5	Domaine de l'Etat

34	Autre (préciser)
----	------------------

(En périphérie :)

2	Privé
5	Domaine de l'Etat
11	Autre (préciser)

N.B. : Les informations : "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

7 - Interet

Synthèse des éléments précisant le niveau d'intérêt : aspects biologique (voir liste d'espèces), écologiques, géologique, géomorphologique, climatique, paysager, spéléologique, pédagogique etc ...

Les étangs et les marais environnants présentent un milieu original de transition avec la pinède landaise. Ces zones humides présentent des espèces végétales et animales originales et parfois rares à l'échelle régionale. De plus les espèces présentes dans ces milieux sont très diversifiées.

Ces étangs jouent un rôle prépondérant dans la migration des oiseaux d'eau de l'ouest de l'Europe.

Les courants landais offrent un paysage original de forêt galerie souvent impénétrables composée de saules, aulnes et chênes pédonculés.

Potentialités biologiques de la zone:

8 - Dégradations et Menaces : Protection souhaitées

Dégradations réalisées, en cours ou prévisibles

Processus souvent accéléré du phénomène d'eutrophisation avec réduction de la superficie des petits étangs comme celui de d'Avreilhan.

Problème d'érosion des berges des courants comme celui de Sainte-Eulalie.

Très forte pression touristique sur l'ensemble des trois étangs, ainsi qu'une forte pression de chasse.

Utilité et urgence d'une protection, forme souhaitable ; protection en cours

Réimplantation de l'élevage dans certains secteurs des marais qui permettrait de restaurer les potentialités écologiques anciennes

Bibliographie

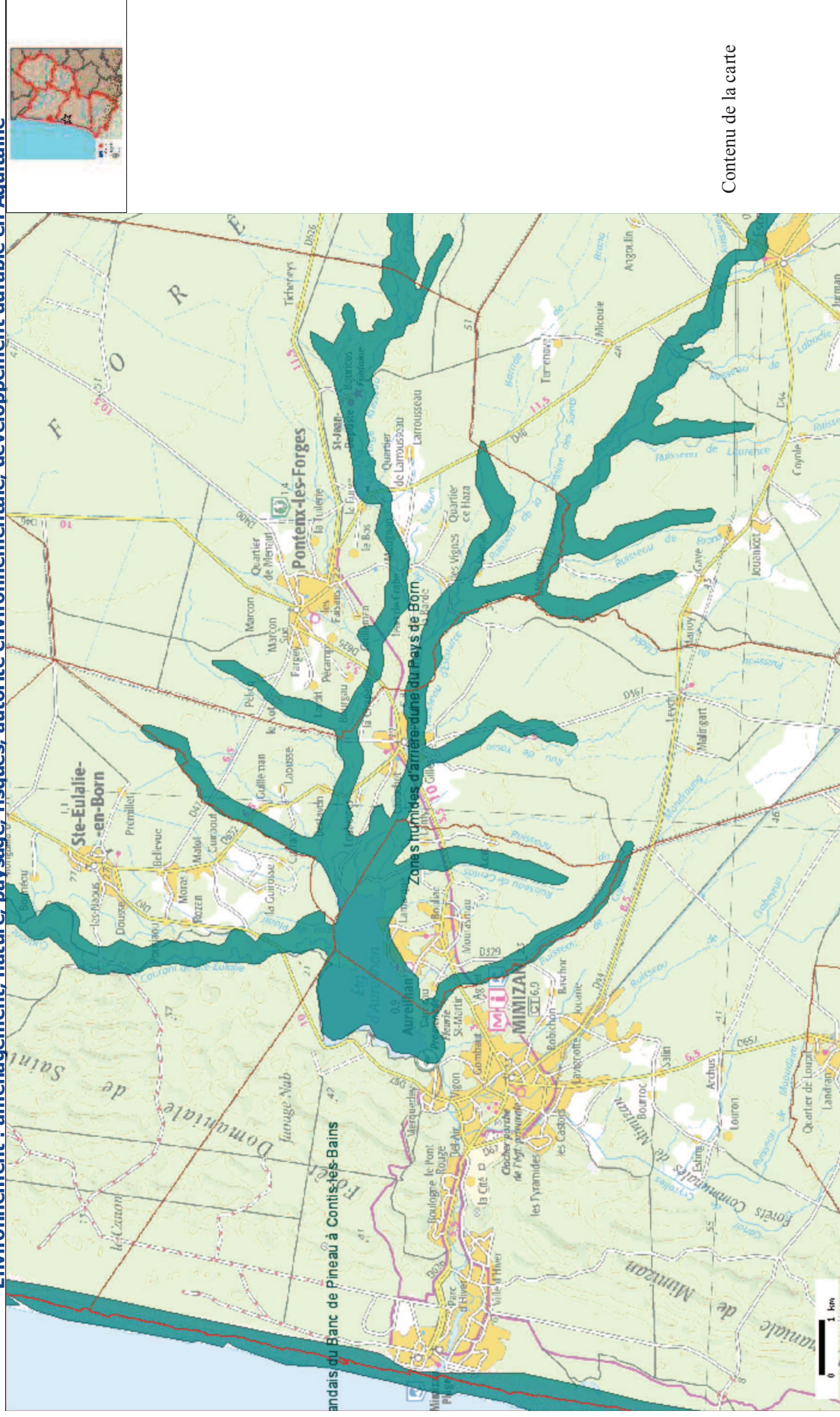
Références bibliographiques compètes concernant la zone

10 - Nombre d'annexes : 0

numéro d'annexe : 0

N.B. : Les informations : "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

Environnement : aménagement, nature, paysage, risques, autorité environnementale, développement durable en Aquitaine



Contenu de la carte

Tous droits réservés.
Document imprimé le 11 Octobre 2013, serveur Carmen v2, <http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr>, Service: DREAL Aquitaine.

<div>1</div> <div>INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE</div> <div>Ministère de l'Écologie /IFEN /Service du Patrimoine Naturel - MNHN</div> <div>Zone mise à jour le 08/03/2012 -- Document généré le 19/04/2012</div>		<div>TYPE DE PROCÉDURE</div> <div>Modernisation de Zone</div>																																																																		
<div>RÉGION ADMINISTRATIVE</div> <div>Aquitaine</div>	<div>IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE</div> <div>Code régional : 42520000 / Zone de type 2</div>	<div>IDENTIFIANT NATIONAL</div> <div>720002372</div>																																																																		
<div>3-NOM DE LA ZONE</div> <div>DUNES LITTORALES DU BANC DE PINEAU A L'ADOUR</div>		<div>4-ANNÉE DE DESCRIPTION</div> <div>01/01/1985</div> <div>ANNÉE DE MISE A JOUR</div> <div>01/01/2005</div>																																																																		
<div>5-LOCALISATION</div> <div>a) Commune(s) :</div> <div><div>- Seignosse (40296)</div><div>- Soorts-Hossegor (40304)</div><div>- Soustons (40310)</div><div>- Tarnos (40312)</div><div>- Vielle-Saint-Girons (40326)</div><div>- Vieux-Boucau-les-Bains (40328)</div><div>- Teste-de-Buch (33529)</div><div>- Biscarrosse (40046)</div><div>- Capbreton (40065)</div><div>- Gastes (40108)</div><div>- Labenne (40133)</div><div>- Lit-et-Mixe (40157)</div><div>- Messanges (40181)</div><div>- Mimizan (40184)</div><div>- Moliets-et-Maa (40187)</div><div>- Ondres (40209)</div><div>- Sainte-Eulalie-en-Born (40257)</div><div>- Saint-Julien-en-Born (40266)</div></div> <div>b) Altitude(s): 0 m à 20 m.</div> <div>c) Superficie: 3224 hectares.</div> <div>e) Relation parent/enfant - Znieff Type I enfant :</div> <div>f) ZNIEFF liée :</div> <div><div>- DUNES DE TARNOS (N°NAT : 720020063 - N°REG : 42520002)</div></div>																																																																				
<div>6-RÉDACTEUR(S) DE LA FICHE</div> <div><div>- GEREА</div></div>																																																																				
<div>7-TYPOLOGIE DES MILIEUX</div> <div>a) Milieux déterminants</div> <table><thead><tr><th>NM_SFFZN</th><th>CD CB*</th><th>Libellé</th><th>Source</th><th>Surface*</th><th>Observation*</th></tr></thead><tbody><tr><td>720002372</td><td>16.12</td><td>Groupements annuels des plages de sable</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>720002372</td><td>16.212</td><td>Dunes blanches</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>720002372</td><td>16.222</td><td>Dunes grises de gascogne</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>720002372</td><td>16.29</td><td>Dunes boisées</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>720002372</td><td>16.3</td><td>Lettes dunaires humides (= pannes humides, = dépressions humides intradunales)</td><td></td><td></td><td></td></tr></tbody></table> <div>b) Milieux autres</div> <table><thead><tr><th>NM_SFFZN</th><th>CD CB*</th><th>Libellé</th><th>Source</th><th>Surface*</th><th>Observation*</th></tr></thead><tbody><tr><td>720002372</td><td>16.11</td><td>Plages de sable sans végétation</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>720002372</td><td>16.211</td><td>Dunes embryonnaires</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>720002372</td><td>16.26</td><td>Dunes à salix arenaria</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>720002372</td><td>42.8</td><td>Bois de pins méditerranéens</td><td></td><td></td><td></td></tr></tbody></table> <div>c) Milieux périphériques</div>			NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*	720002372	16.12	Groupements annuels des plages de sable				720002372	16.212	Dunes blanches				720002372	16.222	Dunes grises de gascogne				720002372	16.29	Dunes boisées				720002372	16.3	Lettes dunaires humides (= pannes humides, = dépressions humides intradunales)				NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*	720002372	16.11	Plages de sable sans végétation				720002372	16.211	Dunes embryonnaires				720002372	16.26	Dunes à salix arenaria				720002372	42.8	Bois de pins méditerranéens			
NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*																																																															
720002372	16.12	Groupements annuels des plages de sable																																																																		
720002372	16.212	Dunes blanches																																																																		
720002372	16.222	Dunes grises de gascogne																																																																		
720002372	16.29	Dunes boisées																																																																		
720002372	16.3	Lettes dunaires humides (= pannes humides, = dépressions humides intradunales)																																																																		
NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*																																																															
720002372	16.11	Plages de sable sans végétation																																																																		
720002372	16.211	Dunes embryonnaires																																																																		
720002372	16.26	Dunes à salix arenaria																																																																		
720002372	42.8	Bois de pins méditerranéens																																																																		
<div>Page 1</div>																																																																				

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
* CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation					
720002372	11.12	Eaux du talus et du plateau continental (= eaux néritiques)			
720002372	13.1	Fleuves et rivières soumis à marées			
720002372	86.1	Villes			
720002372	86.3	Sites industriels en activité			

8-COMPLÉMENTS DESCRIPTIFS

a) Géomorphologie

- 11 Dune, plage

b) Activités humaines

- 02 Sylviculture - 05 Chasse - 07 Tourisme et loisirs - 08 Habitat dispersé - 12 Circulation routière ou autoroutière - 19 Gestion conservatoire

c) Statuts de propriété

- 10 Etablissement public - 30 Domaine communal - 40 Domaine départemental - 60 Domaine de l'état - 64 Domaine public maritime

d) Mesures de protection

- 11 Terrain acquis par le Conservatoire de l'Espace Littoral - 12 Périmètre d'acquisition approuvé par le Conservatoire de l'Espace Littoral
- 13 Terrain acquis par le département grâce à la TDENS - 17 Zone ND du POS - 18 Espace Classé Boisé - 21 Forêt domaniale - 31 Site inscrit selon la loi de 1930 - 41 Zone protégée au titre de la Loi Littoral - 62 Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitat)

e) Autres inventaires

- ZSC (Directive Habitats)

9-FACTEURS INFLUENÇANT L'ÉVOLUTION DE LA ZONE

- 110 Habitat humain, zones urbanisées - 250 Nuisances liées à la surfréquentation, au piétinement - 530 Plantations, semis et travaux connexes
- 550 Autres aménagements forestiers, accueil du public, création de pistes - 610 Sports et loisirs de plein-air - 640 Cueillette et ramassage - 730 Gestion des habitats pour l'accueil et l'information du public - 810 Erosions - 850 Incendies - 915 Fermeture du milieu

10-CRITÈRES D'INTÉRÊT

a) Patrimonial

- 10 Ecologique - 20 Faunistique - 25 Reptiles - 30 Floristique - 33 Lichens - 36 Phanérogames

b) Fonctionnel

- 50 Fonctions de protection du milieu physique - 60 Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales

c) Complémentaire

- 81 Paysager - 82 Géomorphologique

11-BILAN DES CONNAISSANCES CONCERNANT LES ESPÈCES

Mammifères	Oiseaux	Reptiles	Amphibiens	Poissons	Insectes	Autres Invertébrés	Phanérogames	Ptéridophytes	Bryophytes	Algues	Champignons	Lichens	Habitats
Bon	Faible	Faible	Nulle	Nulle	Moyen	Moyen	Bon	Nulle	Moyen	Nulle	Faible	Moyen	Nulle

12-CRITÈRES DE DÉLIMITATION DE LA ZONE

a) Critère de délimitations

- 02 Répartition et agencement des habitats - 04 Degré d'artificialisation du milieu ou pression d'usage - 05 Occupation du sol (CORINE-Landcover)

b) Commentaire de délimitations

- Cette Znieff comprend l'ensemble du système dunaire littoral entre le bassin d'Arcachon et l'Adour. Les limites latérales comprennent l'ensemble des formations suivantes : la plage (zone soumise aux marées), le haut de plage, l'avant-dune, le cordon dunaire, la dune grise, la frange forestière et l'arrière dune boisée.

Pour tenir compte de la dynamique des milieux, de la mobilité du cordon dunaire et des fonctions de l'arrière dune boisée (protection physique, écologie, faune et avifaune), la limite orientale est établie généralement sur le bas fond situé en arrière de la première dune boisée. Pour des raisons pratiques et de façon à faciliter le repérage, cette limite est établie généralement sur le chemin, la piste cyclable ou la voie souvent présente sur cette zone. Elle inclut les boisements d'arrière-dune (forêts domaniales, forêts de protection) gérés de façon extensive par l'ONF et exclut les zones urbanisés ou aménagés.

La limite nord exclue la dune correspondant à l'exutoire du bassin d'Arcachon (transect dunaire particulier). Les limites incluent la zone militaire de Lous Lamanch, les zones humides d'arrière dune de Maillouëyre (commune de Mimizan). Elles excluent les différents courants et les milieux associés qui la traversent et les zones urbanisées.

13-COMMENTAIRE GÉNÉRAL

- Le système plage/cordon dunaire/arrière-dune/dune boisée de l'Aquitaine constitue un ensemble écodynamique semi-naturel remarquable de la façade Atlantique.

Du sud du bassin d'Arcachon (Gironde) à l'Adour (Landes), le cordon dunaire présente une grande diversité de faciès morphodynamique et de cortèges végétaux. Les différents milieux qui composent ce complexe dunaire sont très interdépendants les uns des autres. Plusieurs associations végétales se succèdent et constituent de nombreux habitats prioritaires pour leur conservation et de nombreuses phytocénoses endémiques ou rares de la façade atlantique. La flore y est très spécialisée, très diversifiée et riche en endémique (stations à *Alyssum loiseleurii*, *Hieracium eriophorum*) et souvent rares (stations remarquable à *Pancratium maritimum* et à *Euphorbia peplis*). Le secteur de St Girons à Ondres est le tronçon le plus riche en endémique du littoral d'Aquitaine, tandis que les dunes de Tarnos et Ondres présentent de nombreuses stations d'espèces rares ou en danger de disparition de la façade atlantique.

Pour la faune, il s'agit de milieux pouvant offrir des biotopes particuliers et originaux. Pour exemple, le lézard ocellé trouve ici des conditions favorables en limite de son aire de répartition. L'entomofaune présente de nombreuses espèces caractéristiques des habitats dunaires avec des influences méditerranéennes et ibériques.

L'ONF, depuis de nombreuses années, s'est orientée vers une gestion extensive et patrimoniale du cordon dunaire (gestion douce et génie écologique, protection de stations botaniques rares ou protégées) et de l'arrière dune boisée avec entre autres la conservation d'une part importante de feuillus (diversification des essences) dans la pinède et la conservation des arbres âgés ou morts.

Il subsiste néanmoins des problèmes importants qui menacent certains secteurs de dune : aménagement et urbanisation, fréquentation touristique non contrôlée, pénétration de véhicules tout terrain, nettoyage drastique des plages.

Des compléments pourraient être envisagés au niveau du terrain militaire de Lous-Lamanch sur la commune de La Test-de-Buch. En raison de l'absence d'exploitation forestière forte et de plantation de pin maritime en bordure de la dune littoral, cette zone présente des potentialités écologiques importantes.

14-AUTRES COMMENTAIRES

a) Commentaires sur la géomorphologie

-

b) Commentaires sur les activités humaines

-

c) Commentaires sur les statuts de propriété

- Etablissement public : Plusieurs sites sont acquis et gérés par le Conservatoire du littoral

d) Commentaires sur les mesures de protection

-

e) Commentaires sur les facteurs d'évolution

- L'érosion marine et l'ensablement sont les principaux facteurs naturels influençant l'évolution de la zone et le faciès de la dune littorale. Le budget sédimentaire est positif sur le secteur du centre landais, négatif de Capbreton à Ondres et relativement stable d'Ondres à Tarnos. D'autres facteurs sont toutefois présents comme la fréquentation par les 4x4, les motos, la surfréquentation touristique, le piétinement, l'activité militaire, les aménagements touristiques et le développement de l'urbanisation sur la dune ou à proximité immédiate (particulièrement important dans le sud des Landes).

Le nettoyage mécanique systématique des plages participe également à l'appauvrissement écologique du système plage/dune. Pour diminuer cet impact, il est nécessaire de mettre en oeuvre une organisation conjointe des nettoyages mécaniques (zone de baignades, zones fortement touristiques...) et des nettoyages manuels sélectifs (haut de plage, zone végétalisée, zone de laisses...)

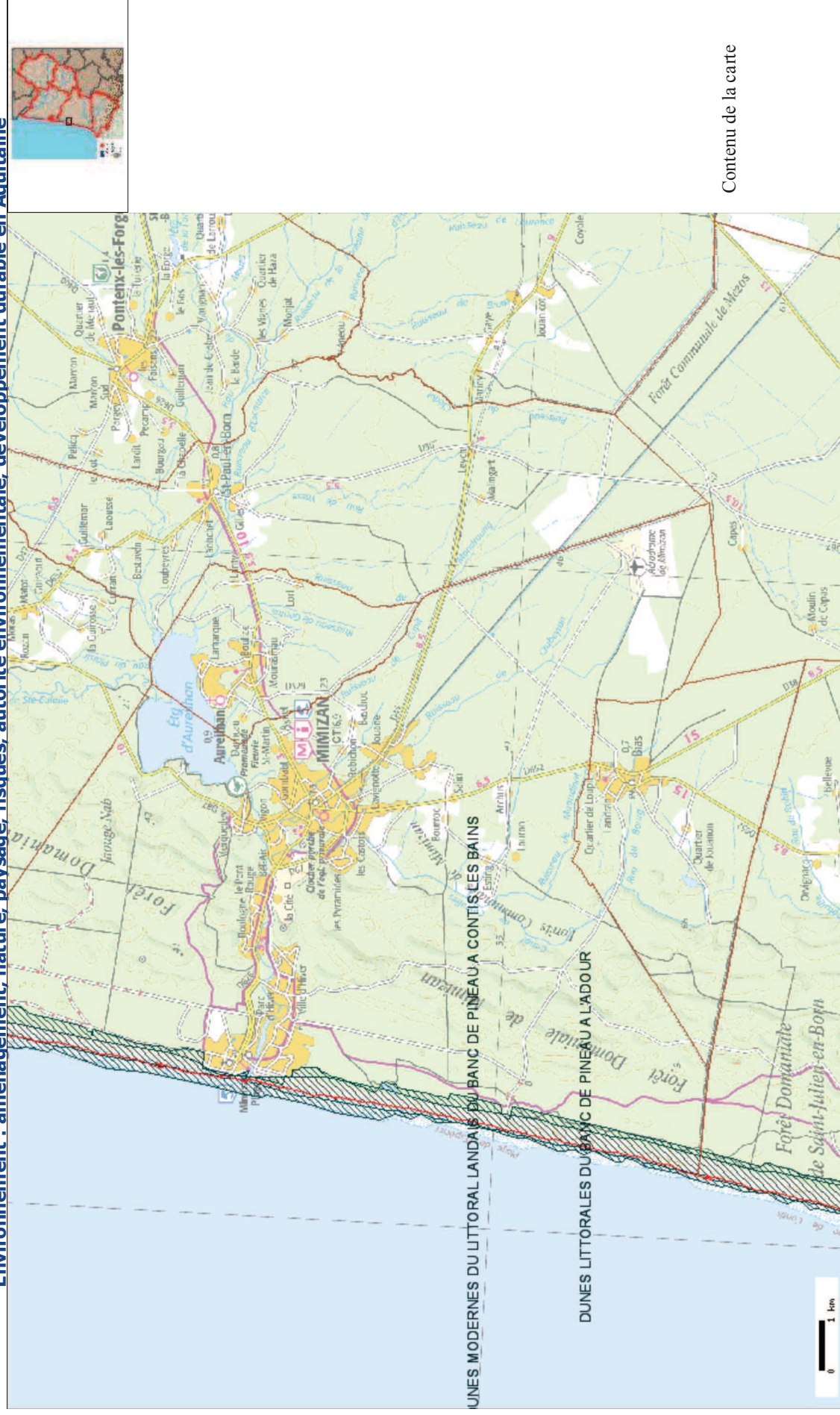
f) Commentaires sur les habitats

- 1629 Dunes boisées : Il s'agit d'une phytocénose endémique (frange forestière et dune boisée thermo-atlantique à chêne liège accompagné de son cortège (*Cistus salvifolius*, *Festuca vasconensis*, *Koeleria glauca*, *Phillyrea angustifolia* ...)).

15-SOURCES/INFORMATEURS

Type	Auteur	Année de publication	Titre
Inventeur	Dronnet E.		
Bibliographie	Bouby h.	1965	Contribution à l'inventaire floristique du sud ouest (Landes et Pyrénées Atlantique). Bulletin Centre d'Etude et de Recherche de Biarritz. 5(3) p.301-307
Bibliographie	Coeugnet E., Ferrer A.	2000	Suivi du lézard ocellé (Lacerta lepida). Commune de Tarnos. ONF Dax.
Bibliographie	Dauphin P., Thomas H.	2002	Diversité de l'entomofaune dunaire atlantique. Dossiers Forestiers ONF n°11 - Connaissance et gestion durables des dunes de la côte atlantique.
Bibliographie	Favennec J., Duffaud M-H., Cotten L., Treton N.	1999	Suivi de végétation des dunes littorales non boisées d'Aquitaine - Mission ONF-Littoral.
Bibliographie	Jun R.	1997	Etude préliminaire des mousses et des lichens en milieu dunaire : Seignosse et Tarnos. Rapport de stage. Office National des Forêts.
Bibliographie	Lartigue A.	1998	Dynamique de la végétation du littoral dunaire de Tarnos (Landes). C.E.C.R.V., Mission ONF Littoral. Programme Life-Dune 1995-2000
Bibliographie	ONF	2002	Connaissance et gestion durable des dunes de la côte atlantique. Collection dossiers forestiers, n°11.
Bibliographie	Anonyme	2000	Société Linnéenne de Bordeaux, 2000 - Données entomologiques sur les plages et les dunes de Seignosse et de Tarnos. ONF. 138p.
Bibliographie	Anonyme	2000	Société Linnéenne de Bordeaux, 2000 - Données entomologiques sur les plages et les dunes de Seignosse et de Tarnos. ONF. 138p.
Inventeur	LPO Aquitaine		
Bibliographie	Biotope	2001	Plan de gestion du site de la Semie / La Pointe. Conservatoire de l'Espace littoral et des Rivages Lacustres

Environnement : aménagement, nature, paysage, risques, autorité environnementale, développement durable en Aquitaine



<div>1</div> <div>INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊTS ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE</div> <div>Ministère de l'Écologie /IFEN /Service du Patrimoine Naturel - MNHN</div> <div>Zone mise à jour le 08/03/2012 -- Document généré le 20/04/2012</div>		<div>TYPE DE PROCÉDURE</div> <div>Modernisation de Zone</div>																																										
<div>RÉGION ADMINISTRATIVE</div> <div>Aquitaine</div>	<div>IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE</div> <div>Code régional : 42510000 / Zone de type 2</div>	<div>IDENTIFIANT NATIONAL</div> <div>720000929</div>																																										
<div>3-NOM DE LA ZONE</div> <div>DUNES MODERNES DU LITTORAL LANDAIS DU BANC DE PINEAU A CONTIS LES BAINS</div>		<div>4-ANNÉE DE DESCRIPTION</div> <div>01/01/1970</div> <div>ANNÉE DE MISE A JOUR</div> <div>01/01/1984</div>																																										
<div>5-LOCALISATION</div> <div>a) Commune(s) :</div> <div><div>- Teste-de-Buch (33529)</div><div>- Biscarrosse (40046)</div><div>- Gastes (40108)</div><div>- Mimizan (40184)</div><div>- Sainte-Eulalie-en-Born (40257)</div><div>- Saint-Julien-en-Born (40266)</div></div> <div>b) Altitude(s): 0 m à 20 m.</div> <div>c) Superficie: 2341 hectares.</div> <div>e) Relation parent/enfant - Znieff Type I enfant :</div> <div>f) ZNIEFF liée :</div>																																												
<div>6-RÉDACTEUR(S) DE LA FICHE</div> <div>- GERE A</div>																																												
<div>7-TYPOLOGIE DES MILIEUX</div> <div>a) Milieux déterminants</div> <table><thead><tr><th>NM_SFFZN</th><th>CD CB*</th><th>Libellé</th><th>Source</th><th>Surface*</th><th>Observation*</th></tr></thead><tbody><tr><td colspan="6"><div>* CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation</div></td></tr><tr><td>720000929</td><td>16.2</td><td>Dunes</td><td></td><td></td><td></td></tr></tbody></table> <div>c) Milieux périphériques</div> <table><thead><tr><th>NM_SFFZN</th><th>CD CB*</th><th>Libellé</th><th>Source</th><th>Surface*</th><th>Observation*</th></tr></thead><tbody><tr><td colspan="6"><div>* CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation</div></td></tr><tr><td>720000929</td><td>11.12</td><td>Eaux du talus et du plateau continental (= eaux néritiques)</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>720000929</td><td>4</td><td>Forêts</td><td></td><td></td><td></td></tr></tbody></table>			NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*	<div>* CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation</div>						720000929	16.2	Dunes				NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*	<div>* CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation</div>						720000929	11.12	Eaux du talus et du plateau continental (= eaux néritiques)				720000929	4	Forêts			
NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*																																							
<div>* CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation</div>																																												
720000929	16.2	Dunes																																										
NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*																																							
<div>* CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation</div>																																												
720000929	11.12	Eaux du talus et du plateau continental (= eaux néritiques)																																										
720000929	4	Forêts																																										
<div>8-COMPLÉMENTS DESCRIPTIFS</div> <div>a) Géomorphologie</div> <div>b) Activités humaines</div> <div><div>- 07 Tourisme et loisirs</div></div> <div>c) Statuts de propriété</div> <div><div>- 64 Domaine public maritime</div></div> <div>d) Mesures de protection</div> <div>e) Autres inventaires</div>																																												
<div>Page 1</div>																																												

9-FACTEURS INFLUENÇANT L'ÉVOLUTION DE LA ZONE

10-CRITÈRES D'INTÉRÊT

a) Patrimonial

- 22 Insectes - 30 Floristique

b) Fonctionnel

c) Complémentaire

11-BILAN DES CONNAISSANCES CONCERNANT LES ESPÈCES

Mammifères	Oiseaux	Reptiles	Amphibiens	Poissons	Insectes	Autres Invertébrés	Phanérogames	Ptéridophytes	Bryophytes	Algues	Champignons	Lichens	Habitats
Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle

12-CRITÈRES DE DÉLIMITATION DE LA ZONE

a) Critère de délimitations

b) Commentaire de délimitations

-

13-COMMENTAIRE GÉNÉRAL

-

14-AUTRES COMMENTAIRES

a) Commentaires sur la géomorphologie

-

b) Commentaires sur les activités humaines

-

c) Commentaires sur les statuts de propriété

-

d) Commentaires sur les mesures de protection

-

e) Commentaires sur les facteurs d'évolution

-

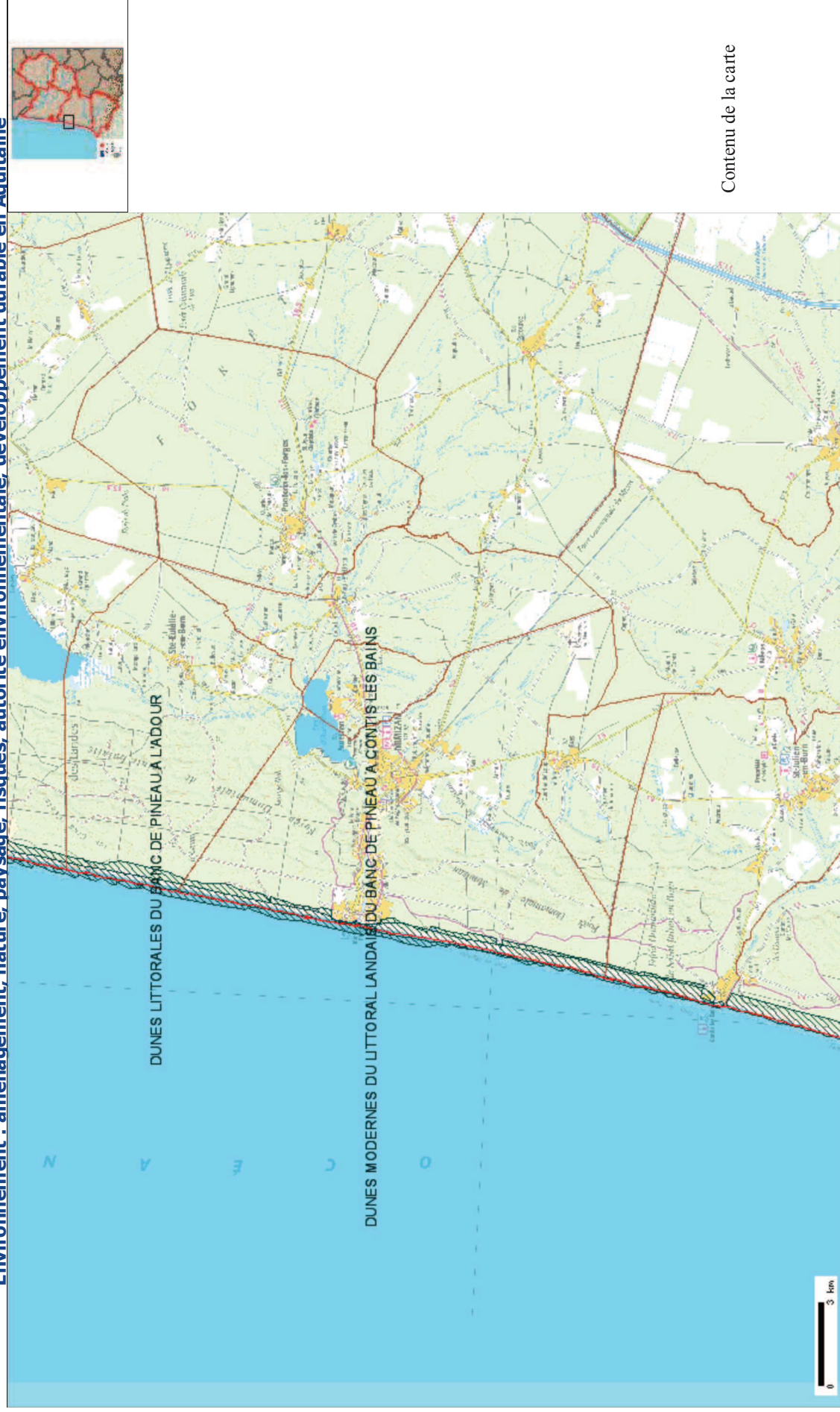
f) Commentaires sur les habitats

-

15-SOURCES/INFORMATEURS

Type	Auteur	Année de publication	Titre
Inventeur	Dronnet E.		

Environnement : aménagement, nature, paysage, risques, autorité environnementale, développement durable en Aquitaine



Contenu de la carte

Tous droits réservés.
Document imprimé le 11 Octobre 2013, serveur Carmen v2, <http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr>, Service: DREAL Aquitaine.



Informations Recherche Programmes Indicateurs Téléchargements Partenaires

 Programmes **Natura 2000** Liste des sites Natura 2000 Formulaire Standard de Données

FR7200715 - Zones humides de l'ancien étang de Lit-et-Mixe

Site de la directive "Habitats, faune, flore"

 Ce FSD intègre les informations officielles transmises par la France à la commission européenne (juin 2013)

 **Formulaire Standard de Données du site Natura 2000**
 **Données du site Natura 2000**

 **Recherche de données Natura 2000**
 **Cartographie du site Natura 2000**

Description	Habitats	Espèces	Protections	Activités	Gestion	Régimes de propriété	Responsables
Identification du site							
Type : B (pSIC/SIC/ZSC)		Code du site : FR7200715			Compilation : 30/11/1995		Mise à jour : 31/05/2007
Appellation du site : Zones humides de l'ancien étang de Lit-et-Mixe							
Dates de désignation / classement :							
Date site proposé éligible comme SIC : 31/03/1999				Date site enregistré comme SIC : 26/01/2013			
ZSC : premier arrêté (JO RF) :				ZSC : dernier arrêté (JO RF) :			
Texte de référence							
Aucun texte de référence							
Localisation du site							

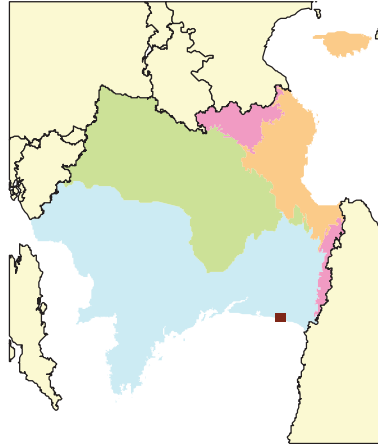
Coordonnées du centre (WGS 84):

Longitude : -1,26222 (W 1°15'43")		Latitude : 44,05472 (N 44°03'16")	
Superficie : 2 188 ha.		Pourcentage de superficie marine : 0%	
Altitude :	Min : 0 m.	Max : 75 m.	Moyenne : 0 m.
	Région administrative :		

REGION : AQUITAINE
DEPARTEMENT : Landes (100%)
COMMUNES : *L'information 'communes consultées' est en cours de validation.*

Régions biogéographiques :	Carte de localisation :
-----------------------------------	--------------------------------

Atlantique : 100%



Description du site	
Caractère général du site	Classes d'habitats
Forêts caducifoliées	
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	
Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	
Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	
Autres caractéristiques du site	Couverture
Important réseau de cours d'eau et ancien étang comblé naturellement ayant évolué en zone humide. Les pourcentages de couverture des habitats sont proposés à titre provisoire et restent approximatifs.	40%
	25%
	20%
	5%
	5%
	5%
Qualité et importance	
Diversité des milieux boisés humides et présence d'habitats tourbeux.	
Vulnérabilité	

Colonisation progressive des milieux ouverts par les ligneux.

Désignation

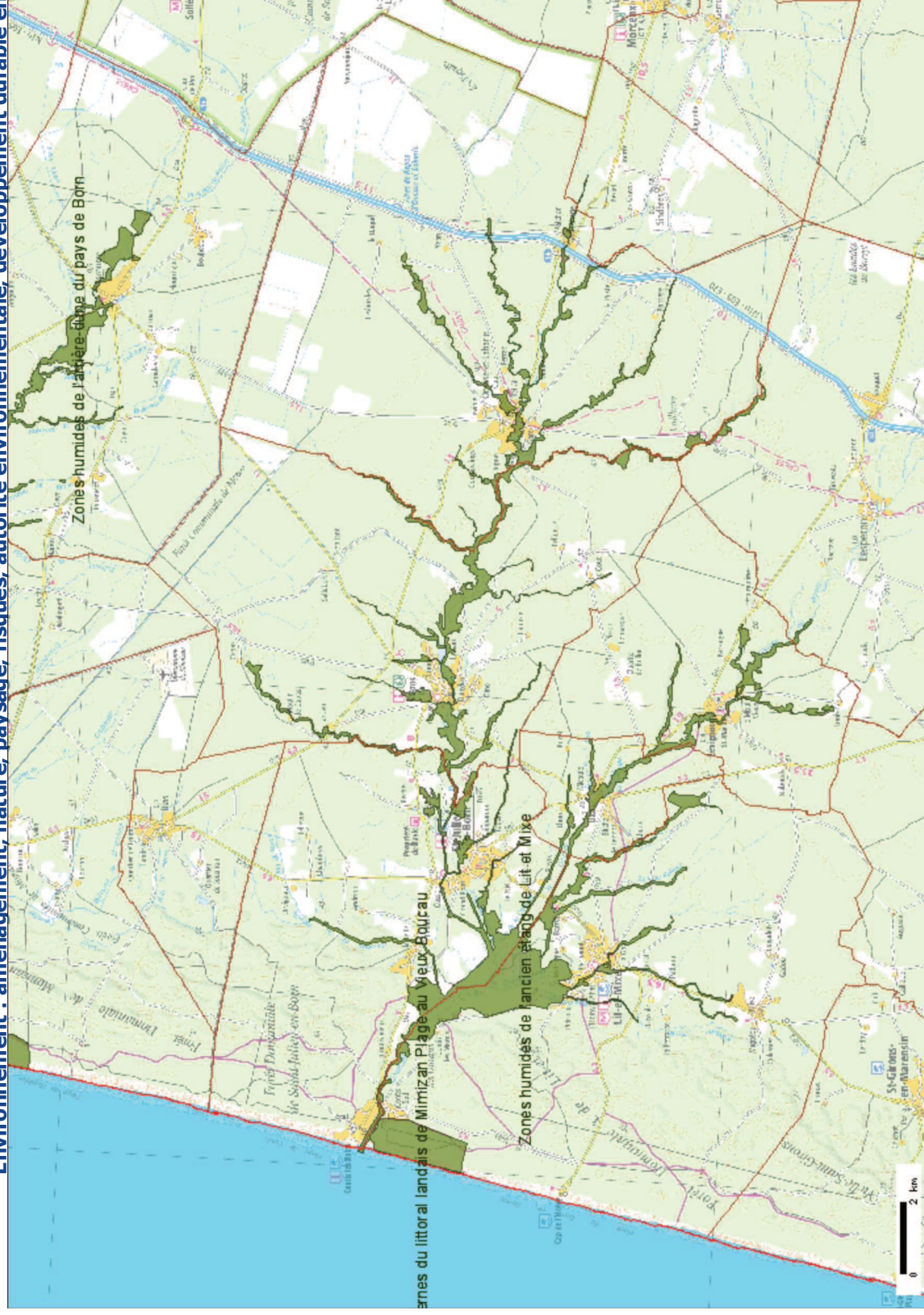
Documentation

Citation : Muséum national d'Histoire naturelle [Ed]. 2003-2013. *Inventaire national du Patrimoine naturel*, site Web : <http://inpn.mnhn.fr>. Le 11 octobre 2013.

Accueil | Plan du site | Mentions légales | Crédits design | Contactez-nous | © Muséum national d'Histoire naturelle



Copyright © 2012 : Apycom jQuery Menus



Tous droits réservés.
Document imprimé le 11 Octobre 2013, serveur Carmen v2, <http://carmen.apollidation.developpement-durable.gouv.fr>, Service: DREAL Aquitaine.



Informations Recherche Programmes Indicateurs Téléchargements Partenaires

 Programmes **Natura 2000** Liste des sites Natura 2000 Formulaire Standard de Données

FR7200710 - Dunes modernes du littoral landais d'Arcachon à Mimizan Plage

Site de la directive "Habitats, faune, flore"

 Ce FSD intègre les informations officielles transmises par la France à la commission européenne (juin 2013)

 Recherche de données Natura 2000
 Cartographie du site Natura 2000

 Formulaire Standard de Données du site Natura 2000
 Données du site Natura 2000

Description	Habitats	Espèces	Protections	Activités	Gestion	Régimes de propriété	Responsables
-------------	----------	---------	-------------	-----------	---------	----------------------	--------------

Identification du site			
Type : B (pSIC/SIC/ZSC)	Code du site : FR7200710	Compilation : 30/11/1995	Mise à jour : 30/11/2001
Appellation du site : Dunes modernes du littoral landais d'Arcachon à Mimizan Plage			
Dates de désignation / classement :			
Date site proposé éligible com me SIC : 31/03/2001		Date site enregistré comme SIC : 26/01/2013	
ZSC : premier arrêté (JO RF) :		ZSC : dernier arrêté (JO RF) :	
Texte de référence			
Aucun texte de référence			
Localisation du site			

Coordonnées du centre (WGS 84):

Longitude : -1,25472 (W 1°15'16")		Latitude : 44,41944 (N 44°25'09")	
Superficie : 739 ha.		Pourcentage de superficie marine : 0%	
Altitude :		Min : 0 m.	Moyenne : 0 m.
Région administrative :			

REGION : AQUITAINE

DEPARTEMENT : Gironde (45%)

COMMUNES : L'information 'communes consultées' est en cours de validation.

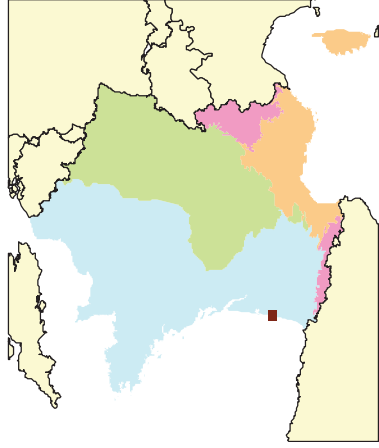
DEPARTEMENT : Landes (55%)

COMMUNES : L'information 'communes consultées' est en cours de validation.

Régions biogéographiques :








Carte de localisation :

Atlantique : 100%



Description du site

Caractère général du site	Classes d'habitats	Couverture
Dunes, Plages de sables, Machair Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana Forêts mixtes		70% 20% 10%
Autres caractéristiques du site		
Ces données sont mentionnées à titre indicatif elles restent approximatives. Les pourcentages de couverture des habitats sont proposés à titre provisoire et restent approximatifs.		
Qualité et importance		
Système dunaire comportant des plantes protégées et rares. Présence de diverses zones humides dunaires.		
Vulnérabilité		
Dégradaions en cas d'absence d'organisation de la fréquentation touristique.		

Désignation	
Documentation	
Citation : Muséum national d'Histoire naturelle [Ed]. 2003-2013. <i>Inventaire national du Patrimoine naturel</i> , site Web : <i>http://inpn.mnhn.fr</i> . Le 11 octobre 2013.	
Accueil Plan du site Mentions légales Crédits design Contactez-nous © Muséum national d'Histoire naturelle	
<div></div>	
Copyright © 2012 : Apycom jQuery Menus	

Environnement : aménagement, nature, paysage, risques, autorité environnementale, développement durable en Aquitaine



Contenu de la carte

Tous droits réservés.
Document imprimé le 11 Octobre 2013, serveur Carmen v2, <http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr>, Service: DREAL Aquitaine.



Informations Recherche Programmes Indicateurs Téléchargements Partenaires

 [Programmes](#) [Natura 2000](#) [Liste des sites Natura 2000](#) [Formulaire Standard de Données](#)

FR7200711 - Dunes modernes du littoral landais de Mimizan Plage au Vieux-Boucau

Site de la directive "Habitats, faune, flore"


 Ce FSD intègre les informations officielles transmises par la France à la commission européenne (juin 2013)

 [Recherche de données Natura 2000](#)
 [Cartographie du site Natura 2000](#)

 [Formulaire Standard de Données du site Natura 2000](#)
[Données du site Natura 2000](#)

Description	Habitats	Espèces	Protections	Activités	Gestion	Régimes de propriété	Responsables
-------------	----------	---------	-------------	-----------	---------	----------------------	--------------

Identification du site			
Type : B (pSIC/SIC/ZSC)	Code du site : FR7200711	Compilation : 30/11/1995	Mise à jour : 31/05/2007
Appellation du site : Dunes modernes du littoral landais de Mimizan Plage au Vieux-Boucau			
Dates de désignation / classement :			
Date site proposé éligible com me SIC : 31/07/2003		Date site enregistré comme SIC : 26/01/2013	
ZSC : premier arrêté (JO RF) :		ZSC : dernier arrêté (JO RF) :	
Texte de référence			
Aucun texte de référence			
Localisation du site			

Coordonnées du centre (WGS 84):		
	Longitude : -1,32278 (W 1°19'22")	Latitude : 44,07556 (N 44°04'32")
Superficie : 593 ha.	Pourcentage de superficie marine : 1%	
Altitude :	Min : 0 m.	Max : 28 m. Moyenne : 0 m.
Région administrative :		
REGION : AQUITAINE		
DEPARTEMENT : Landes (99%)		
COMMUNES : L'information 'communes consultées' est en cours de validation.		
Régions biogéographiques :		Carte de localisation :
Atlantique : 100%		
		
Description du site		
Caractère général du site	Classes d'habitats	Couverture
Forêts de résineux		44%
Dunes, Plages de sables, Machair		40%
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana		10%
Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,		3%
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)		2%
Forêts caducifoliées		1%
Autres caractéristiques du site		
Cordon dunaire très diversifié de par son relief et l'arrivée d'eau douce intérieure. Les pourcentages de couverture des habitats sont proposés à titre provisoire et restent approximatifs.		
Qualité et importance		
Variété des faciès dunaires (de l'avant-dune à la dune boisée ancienne). Présence d'espèces végétales endémiques.		
Vulnérabilité		

La gestion de l'ONF assure une bonne qualité de pérennité pour ces milieux.

Désignation

Documentation

Citation : Muséum national d'Histoire naturelle [Ed]. 2003-2013. *Inventaire national du Patrimoine naturel*, site Web : <http://inpn.mnhn.fr>. Le 11 octobre 2013.

[Accueil](#) | [Plan du site](#) | [Mentions légales](#) | [Crédits design](#) | [Contactez-nous](#) | © **Muséum national d'Histoire naturelle**



Copyright © 2012 : Apycom jQuery Menus

Environnement : aménagement, nature, paysage, risques, autorité environnementale, développement durable en Aquitaine



Contenu de la carte

Tous droits réservés.
Document imprimé le 11 Octobre 2013, serveur Carmen v2, <http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr>, Service: DREAL Aquitaine.



Informations Recherche Programmes Indicateurs Téléchargements Partenaires

 [Programmes](#) [Natura 2000](#) [Liste des sites Natura 2000](#) [Formulaire Standard de Données](#)

FR7200714 - Zones humides de l'arrière dune du Pays de Born

Site de la directive "Habitats, faune, flore"

 Ce FSD intègre les informations officielles transmises par la France à la commission européenne (juin 2013)

 [Formulaire Standard de Données du site Natura 2000](#)
 [Données du site Natura 2000](#)

 [Recherche de données Natura 2000](#)
 [Cartographie du site Natura 2000](#)

Description	Habitats	Espèces	Protections	Activités	Gestion	Régimes de propriété	Responsables
-------------	----------	---------	-------------	-----------	---------	----------------------	--------------

Identification du site			
Type : B (pSIC/SIC/ZSC)	Code du site : FR7200714	Compilation : 30/11/1995	Mise à jour : 31/05/2007
Appellation du site : Zones humides de l'arrière dune du Pays de Born			
Dates de désignation / classement :			
Date site proposé éligible com me SIC : 31/03/1999		Date site enregistré comme SIC : 26/01/2013	
ZSC : premier arrêté (JO RF) :		ZSC : dernier arrêté (JO RF) :	
Texte de référence			
Aucun texte de référence			
Localisation du site			

Coordonnées du centre (WGS 84):

Longitude : -1,17250 (W 1°10'21")		Latitude : 44,35222 (N 44°21'07")	
Superficie : 14 950 ha.			
Altitude :		Pourcentage de superficie marine : 0%	
Min : 0 m.		Max : 63 m.	
Moyenne : 0 m.			
Région administrative :			

REGION : AQUITAINE

DEPARTEMENT : Gironde (15%)

COMMUNES : L'information 'communes consultées' est en cours de validation.

DEPARTEMENT : Landes (85%)

COMMUNES : L'information 'communes consultées' est en cours de validation.

Régions biogéographiques :

Carte de localisation :







Atlantique : 100%



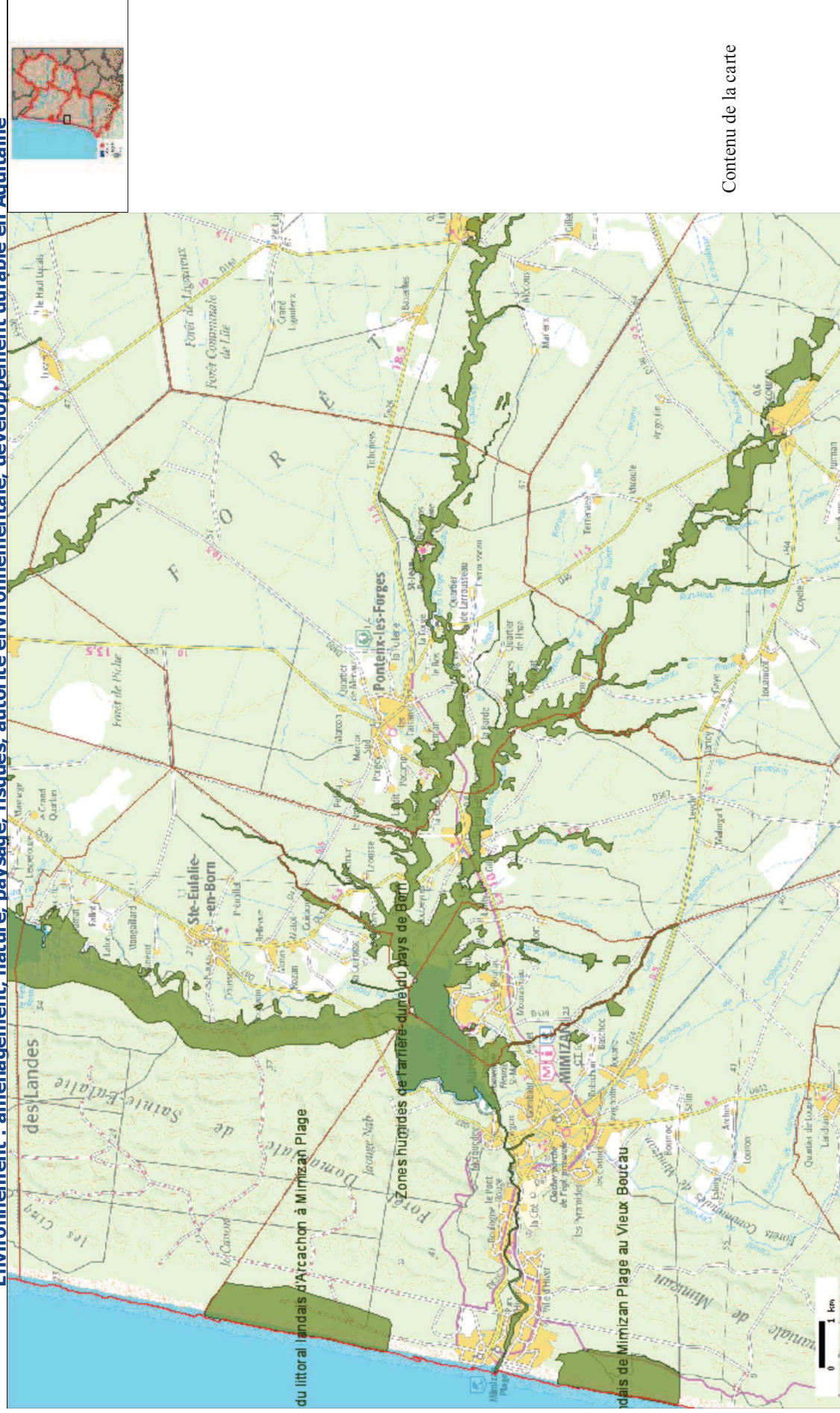
Description du site

Caractère général du site	Classes d'habitats	Couverture
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)		86%
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana		5%
Forêts caducifoliées		5%
Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,		3%
Forêts mixtes		1%
Autres caractéristiques du site		
Vaste système de plans d'eau et de cours d'eau formé à l'arrière du cordon dunaire côtier.		
Qualité et importance		

Présence d'une grande variété de milieux humides et aquatiques. De nombreuses espèces rares ou menacées sont présentes sur les rives soumises au mamage. Malgré leur faible superficie, les habitats tourbeux sont riches et certains sont très bien conservés.

Vulnérabilité
Forte sensibilité des habitats à la surfréquentation et aux modifications du régime hydraulique.
Désignation
Documentation
Citation : Muséum national d'Histoire naturelle [Ed]. 2003-2013. <i>Inventaire national du Patrimoine naturel</i> , site Web : <i>http://inpn.mnhn.fr</i> . Le 11 octobre 2013.
Accueil Plan du site Mentions légales Crédits design Contactez-nous © Muséum national d'Histoire naturelle
     
Copyright © 2012 : Apycom jQuery Menus

Environnement : aménagement, nature, paysage, risques, autorité environnementale, développement durable en Aquitaine



Contenu de la carte

Tous droits réservés.
Document imprimé le 11 Octobre 2013, serveur Carmen v2, <http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr>, Service: DREAL Aquitaine.